



**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**

**البنك المركزي الجيبوتي**



**RAPPORT ANNUEL**

**2018**



**Banque Centrale de Djibouti**



# **RAPPORT ANNUEL**

**2018**

# SOMMAIRE

## **PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE**

### **CHAPITRE -I- L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL**

#### **I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL P.13**

1-1 LA CROISSANCE MONDIALE

1-2 LE REBOND DU COMMERCE MONDIAL

1-3 L’INFLATION

#### **II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS REGION**

2-1 L’ÉTHIOPIE P.17

2-2 L’ÉRYTHREE

2-3 LE YEMEN

### **CHAPITRE -II- L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE**

#### **I- LE SECTEUR PRIMAIRE P.20**

1-1 L’AGRICULTURE

1-2 L’ELEVAGE

1-3 LA PECHE

#### **II- LE SECTEUR SECONDAIRE P.23**

2-1 L’ENERGIE ELECTRIQUE

2-2 L’EAU

#### **III- LE SECTEUR TERTIAIRE P.25**

3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME

3-2 LE TRANSPORT ROUTIER

## **DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR**

### **CHAPITRE – I - LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES**

#### **I - LES RECETTES BUDGETAIRES ET LES DONNS P.29**

1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

1-2 LES DONNS

#### **II - LES DEPENSES TOTALES P.31**

2-1 LES DEPENSES COURANTES

2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

#### **III - LE SOLDE BUDGETAIRE P.33**

### **CHAPITRE – II - LA MONNAIE ET LE CREDIT**

#### **I - LA MONNAIE P.34**

1-1 LA MASSE MONETAIRE

1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

#### **II - LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT P.39**

2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT EN ACTIVITE

#### **III - LES CONCOURS BANCAIRES P.43**

3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

### **CHAPITRE - III - LE SECTEUR EXTERIEUR**

#### **I - LA BALANCE DES PAIEMENTS P.47**

1-1 LE COMPTE COURANT

1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

1-3 LA BALANCE DES SERVICES

1-4 LA BALANCE DES REVENUS

1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

1-6 LE COMPTE DU CAPITAL

1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

#### **II - LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE P.52**

#### **III - LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE P.53**

## **TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE**

<b>I - LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE</b>	<b>P.56</b>
<b>II - LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>P.58</b>
<b>III - LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE</b>	<b>P.61</b>
<b>IV - LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES</b>	<b>P.61</b>
<b>V - LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER</b>	<b>P.63</b>
<b>VI - LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS</b>	<b>P.64</b>
<b>VII - LE SERVICE RELATIONS EXTERIEURES</b>	<b>P.67</b>
<b>VIII - LA SUPERVISION BANCAIRE</b>	<b>P.68</b>
<b>IX - LE SERVICE DES ETUDES</b>	<b>P.70</b>
<b>X - ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE MODERNISATION DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT</b>	<b>P.71</b>

# GLOSSAIRE

<b>AID :</b>	Aéroport International de Djibouti
<b>ASEAN :</b>	Association of Southeast Asian Nations (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est)
<b>BAD :</b>	Banque Africaine de Développement
<b>BCD :</b>	Banque Centrale de Djibouti
<b>BMCE :</b>	Banque Marocaine du Commerce Extérieur
<b>BID :</b>	Banque Islamique pour le Développement
<b>BRED :</b>	Banque Régionale d'Escompte et de Dépôt
<b>CAF :</b>	Coût Assurance Fret
<b>CE :</b>	Communauté Economique
<b>CPEC :</b>	Caisse Populaire d'Epargne et de Crédit de Djibouti
<b>COMESA :</b>	Common Market for Eastern and Southern Africa (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
<b>DCT</b>	Doraleh Terminal Containers
<b>Dollar US :</b>	Dollar Américain
<b>EURL :</b>	Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée
<b>FDJ :</b>	Franc Djibouti
<b>EDD :</b>	Electricité de Djibouti
<b>FAD :</b>	Fonds Africain de Développement
<b>FADES :</b>	Fonds Arabe de Développement Economique et Social
<b>FAO</b>	Food and Agriculture Organisation
<b>FOB :</b>	Franco à Bord
<b>FMI :</b>	Fonds Monétaire International
<b>FSD :</b>	Fonds Saoudien de Développement
<b>HDTL</b>	Horizons Djibouti Terminal Limited
<b>IDA :</b>	International Development Association
<b>IDE :</b>	Investissements Directs Etrangers
<b>INDS :</b>	Initiative Nationale pour le Développement Social
<b>IGAD :</b>	Intergovernmental Authority on Development (Autorité Intergouvernementale pour le Développement)
<b>LBC-FT :</b>	Lutte contre le Blanchiment des Capitaux-Financement du Terrorisme
<b>MB :</b>	Ministère du Budget
<b>MEFIP :</b>	Ministère de l'Economie et des Finances, chargé de l'Industrie
<b>MENAGAFI :</b>	Groupement d'Action Financière au Moyen Orient et en Afrique du Nord
<b>Mwh :</b>	Mégawatt heure
<b>M<sup>3</sup> :</b>	Mètre cube
<b>OCDE :</b>	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
<b>ONEAD :</b>	Office National de l'Eau et de l'Assainissement de Djibouti
<b>OPEP :</b>	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
<b>PDSA :</b>	Port de Djibouti Société Anonyme
<b>PEG :</b>	Position Extérieure globale
<b>PIB :</b>	Produit Intérieur Brut

<b>SARL :</b>	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
<b>SRE :</b>	Service des Relations Extérieures
<b>SRF :</b>	Service de Renseignements Financiers
<b>SSB :</b>	Service de la Supervision Bancaire
<b>TOFE :</b>	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
<b>TM :</b>	Tonnes Métriques
<b>TVA :</b>	Taxe sur la Valeur Ajoutée
<b>UEM :</b>	Union Economique et Monétaire



## PREFACE

Après une croissance vigoureuse en 2017 et au début de 2018, l'expansion économique mondiale a ralenti notablement au second semestre de 2018, du fait d'une conjonction de facteurs ayant touché de grandes économies.

L'activité a fléchi sur fond de montée des tensions commerciales et de relèvements de droits de douane entre les Etats-Unis et la Chine, de baisse de la confiance des chefs d'entreprise, de durcissement des conditions financières et d'augmentation de l'incertitude entourant l'action des pouvoirs publics dans de nombreux pays. Dans ce contexte, la croissance mondiale, après avoir atteint 3,8% en 2017, est descendue à 3,6% en 2018.

Dans les économies avancées, la croissance moyenne du PIB est passée de 2,4% en 2017 à 2,2% en 2018. Parmi ces pays, la croissance aux Etats-Unis est montée de 2,2% à 2,9% entre 2017 et 2018, alors que la zone Euro a vu sa croissance descendre de 2,4% à 1,8% d'une année à l'autre. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne légèrement diminuer de 4,8% à 4,5%, sur cette même période. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a pu maintenir son dynamisme avec un PIB moyen en hausse de 2,9% à 3%, entre 2017 et 2018.

Selon les prévisions, compte tenu du ralentissement de l'activité au second semestre de 2018 et au premier semestre de 2019, la croissance mondiale devrait tomber de 3,6% en 2018 à 3,3% en 2019, puis remonter à 3,6% en 2020.

La hausse des prix à la consommation est restée contenue dans les pays avancés, étant donné la baisse des prix des produits de base, leur taux d'inflation moyen s'est établi à 2% en 2018, contre 1,7% en 2017. Dans les pays émergents et les pays en développement, le niveau des prix à la consommation est monté de 4,3% à 4,8% entre 2017 et 2018.

Le fléchissement de l'activité économique est également constaté dans les pays de la sous-région. L'Ethiopie voit un ralentissement de la hausse de son PIB qui est descendu à 7,7% en 2018 contre 10,9% en 2017. La croissance du PIB de l'Erythrée est passée de 5% à 4,2%, d'une année à l'autre, quant à la Somalie, dont la croissance est essentiellement portée par le secteur informel, elle enregistre un taux estimé à 2,8% en 2018 contre 2,3% en 2017. Enfin le Yémen, toujours confronté à la guerre, continue de subir la récession avec une contraction de son PIB de l'ordre de -2% en 2018.

Sur le plan national, l'activité économique est restée soutenue en 2018 avec une croissance réelle du PIB de 5,6%, contre 5,1% en 2017, portée par le dynamisme des secteurs de la construction, des transports, du commerce & tourisme et des activités financières.

Le rythme de croissance en 2017-2018 a quelque peu fléchi par rapport à 2015 et 2016, où la croissance du PIB avait respectivement atteint 7,7% et 6,9%, en raison des troubles politiques survenues en Ethiopie avec des retombées sur les activités portuaires.

Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en baisse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, se situant à 0,1% en 2018 contre 0,6% en 2017.

Le budget de l'Etat, s'est monté à 134,2 milliards FDJ au terme de l'année 2018, contre 117,2 milliards FDJ en 2017, réalisant ainsi une progression de 14,5%, d'une année à l'autre. L'accroissement plus important des dépenses par rapport aux recettes a, cependant, impacté négativement l'équilibre budgétaire avec un déficit public (sur base engagement) qui s'est creusé à hauteur de 2,5% du PIB à fin 2018, contre -0,3% en 2017.

L'année 2018 s'est caractérisée par une décroissance de la masse monétaire de l'ordre de 5,6%, s'établissant à 349.879 millions FDJ contre 370.564 millions FDJ en 2017. Cette baisse de l'offre monétaire est consécutive principalement à la contraction des avoirs extérieurs nets du système bancaire (-8,1%). En revanche, les crédits intérieurs et les autres postes nets ont respectivement marqué un accroissement de 6,8% et de 9,7% sur la période observée.

Le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est, pour sa part, légèrement contracté s'établissant à 106% en décembre 2018, contre 107% en décembre 2017.

En 2018, les crédits intérieurs se sont chiffrés à 130.800 millions FDJ contre 122.487 millions FDJ en 2017, soit une progression de 6,8%, attribuable à la fois aux créances sur les entreprises publiques (+59,5%) et le crédit au secteur privé (+7,8%). Par ailleurs, le crédit net à l'Etat a reculé de 5.422 millions FDJ en 2018 suite à une gestion équilibrée des finances publiques instaurée par le Gouvernement.

Les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+2.819 millions FDJ entre décembre 2017 et décembre 2018), en raison de la bonne performance réalisée par le secteur bancaire d'une part, et du respect du cadre réglementaire national, d'autre part.

Au niveau de la situation extérieure, le solde du compte courant de la République de Djibouti, avec un excédent de 78 milliards FDJ à fin 2018, s'est significativement amélioré comparativement à l'année 2017 où a été enregistré un déficit de 17,5 milliards FDJ. Cette performance provient de l'effet conjugué d'une amélioration des soldes de la balance commerciale, de la balance des services et des transferts courants.

Aussi, les changements consécutifs au passage du commerce spécial au commerce général et la prise en compte des services rendus dans les ports et dans les zones franches ont eu des effets considérables sur la balance commerciale et le solde du compte courant.

Au terme de l'année 2018, le stock de la dette extérieure s'est monté à 376.328 millions FDJ, contre 349.470 millions FDJ en 2017, soit une augmentation de 7,7%. L'encours de la dette a représenté 69,9% du PIB, contre 70,6% en 2017 et 48,3% en 2015.

Les paiements effectués au titre du service de la dette extérieure, ont atteint 17.445 millions FDJ à fin 2018, contre 12.742 millions FDJ en 2017, soit une augmentation de 36,9%.

S'agissant enfin des activités de la Banque Centrale, notamment en termes de surveillance du système financier, de promotion et d'encadrement, d'importantes avancées ont été réalisées dans la poursuite du train de réformes initié au début des années 2000 et dans la mise en œuvre du vaste chantier de modernisation des infrastructures et de l'architecture financière nationale.

Au niveau des réformes, la Banque Centrale a procédé à la poursuite des travaux d'actualisation et de refonte des textes réglementaires en phase avec les standards internationaux. Avec l'appui de deux missions d'assistance technique du FMI, il a été procédé à la révision et à l'élaboration des textes concernant : i) les fonds propres des banques, ii) le traitement et le provisionnement des créances en souffrance, iii) les engagements sur les personnes apparentées, iv) le gouvernement d'entreprise des établissements de crédit, v) la gestion des risques (de crédit et de concentration, interbancaires et de change).

Sur le plan de la modernisation des infrastructures et de l'architecture financières, la Banque Centrale, avec l'appui technique de l'Agence Nationale des Systèmes d'Information de l'État, a finalisé la mise en place d'un Registre des garanties mobilières, unifié sur le plan géographique et consultable en ligne via le site Web de la Banque Centrale.

Parallèlement, la Banque Centrale a travaillé sur une série de documentations relatives au fonctionnement du Registre des sûretés mobilières parmi lesquels un Guide d'utilisateur, un manuel des procédures internes ainsi qu'un dépliant pour mieux communiquer avec les parties prenantes du Registre des garanties. Les documents sont accessibles sur le site Web de la Banque Centrale.

Cette infrastructure financière est un élément fondamental du système financier qui contribue à l'amélioration de l'intermédiation bancaire, augmente la capacité des prêteurs à évaluer le risque et facilite aux clients des banques à obtenir du crédit.

Pleinement opérationnel et utilisé par l'ensemble des établissements financiers, les avocats et les notaires, le Registre totalise à la date du 18 décembre 2018, 2.257 enregistrements de collatéraux, répartis entre 156 pour les sociétés et 2.101 pour les particuliers.

En termes de perspectives, d'importants défis demeurent encore à surmonter malgré les avancées majeures dans le développement et la transformation de notre secteur financier, observées durant cette dernière décennie.

En effet, le secteur financier subit ces derniers temps des difficultés importantes liées au problème de correspondants bancaires. Les opérations bancaires sur la place de Djibouti sont particulièrement affectées par ce nouveau contexte.

Par ailleurs, en dépit des progrès réalisés depuis 2009 avec un accroissement du taux de bancarisation qui est passé de 7% à 26% actuellement, les niveaux atteints en termes d'accès aux services financiers demeurent encore relativement bas. Aussi, le taux de transformation des dépôts collectés par les banques en crédits ne dépasse pas en moyenne les 35%.

Face à ces défis, les importantes réformes engagées et l'achèvement des projets de modernisation en cours apporteront nécessairement et à court horizon les réponses idoines. Le développement du tissu bancaire et de la microfinance, le lancement des activités de mobile banking et du crédit-bail, l'opérationnalisation du Fonds de Garantie et la vulgarisation du Registre des sûretés mobilières, seront autant d'alternatives pour promouvoir l'inclusion financière et l'accès aux crédits.

En outre, les efforts entrepris par les autorités nationales pour renforcer le dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (adoption de nouveaux textes réglementaires, adhésion au GAFIMOAN, renforcement des capacités des acteurs clés, renforcement de la coopération nationale et internationale, etc.) commencent à porter leurs fruits quant à la réputation et la crédibilité de notre place financière sur la scène internationale, cela contribuant à desserrer progressivement les contraintes liées aux correspondants bancaires étrangers.

**AHMED OSMAN ALI**

**Gouverneur**



# **PREMIERE PARTIE – L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET LA SITUATION DE L’ECONOMIE DJIBOUTIENNE**

## **CHAPITRE I- L’ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER INTERNATIONAL ET REGIONAL**

### **I- LE CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

#### **1-1 LA CROISSANCE MONDIALE**

Après une croissance vigoureuse en 2017 et au début de 2018, l’expansion économique mondiale a ralenti notablement au second semestre de 2018, du fait d’une conjonction de facteurs ayant touché de grandes économies.

L’activité a fléchi sur fond de montée des tensions commerciales et de relèvements de droits de douane entre les Etats-Unis et la Chine, de baisse de la confiance des chefs d’entreprise, de durcissement des conditions financières et d’augmentation de l’incertitude entourant l’action des pouvoirs publics dans de nombreux pays. Dans ce contexte, la croissance mondiale, après avoir atteint 3,8% en 2017, est descendue à 3,6% en 2018.

Parmi les pays avancés, la croissance a été inférieure aux attentes dans la zone euro et au Royaume-Uni. Après une hausse notable en 2017, les exportations des pays de la zone euro ont diminué considérablement, en partie à cause de la faiblesse des échanges au sein de la zone, qui a exacerbé le pessimisme dans l’ensemble de la zone et a contribué à son ralentissement en 2018.

La hausse des prix de l’énergie a pesé sur la demande dans les pays importateurs d’énergie, tandis que quelques pays ont souffert aussi de l’incertitude politique ou de grèves. Au Royaume-Uni, la croissance a fléchi plus que prévu, en partie à cause de perturbations liées au climat au premier trimestre et les craintes concernant un Brexit sans accord ont quelque peu freiné l’investissement dans la zone euro.

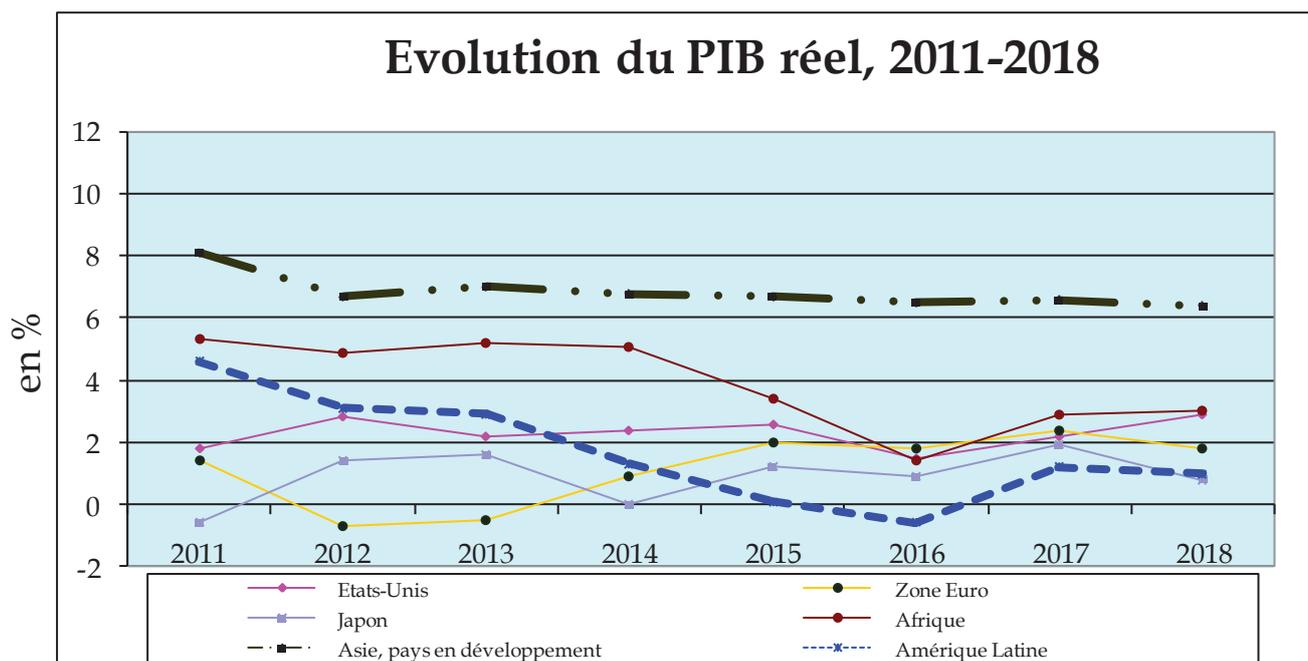
Dans les autres pays avancés, l’activité s’est affaiblie au Japon en 2018, principalement en raison de catastrophes naturelles au troisième trimestre. Faisant exception à cette tendance générale, l’expansion aux Etats-Unis est restée robuste sur fond de marché du travail tendu et de croissance vigoureuse de la consommation, mais l’investissement semble avoir fléchi au deuxième semestre de l’année.

En Chine, le durcissement des réglementations nationales qui était nécessaire pour freiner l’endettement, limiter l’intermédiation financière non bancaire et placer la croissance sur une trajectoire viable a ralenti l’investissement intérieur, en particulier dans les infrastructures. Les dépenses en biens de consommation durables ont également fléchi. Ces facteurs ont freiné l’expansion au fil de l’année avec des pressions supplémentaires résultant de la baisse des commandes à l’exportation, tandis que les mesures douanières américaines commençaient à faire sentir leurs effets au deuxième semestre de l’année. En conséquence, la croissance chinoise est passée de 6,8% en 2017 à 6,6% en 2018. L’affaiblissement de la demande d’importations qui en a résulté a pesé sur les exportations des pays partenaires en Asie et en Europe.

Dans les autres pays émergents, l’activité a ralenti : la détérioration de l’état d’esprit sur les marchés financiers mondiaux au second semestre de 2018 a accentué des facteurs

propres à certains pays. Les tensions géopolitiques ont contribué à une contraction de l'activité au Moyen-Orient.

Ainsi, la croissance moyenne du PIB des économies avancées est passée de 2,4% en 2017 à 2,2% en 2018. Parmi ces pays, la croissance aux Etats-Unis est montée de 2,2% à 2,9% entre 2017 et 2018, alors que la zone Euro a vu sa croissance descendre de 2,4% à 1,8% d'une année à l'autre. Le groupe des pays émergents et pays en développement ont vu, quant à eux, leur croissance moyenne légèrement diminuer de 4,8% à 4,5%, sur cette même période. Dans ce groupe de pays, l'Afrique subsaharienne a pu maintenir son dynamisme avec un PIB moyen en hausse de 2,9% à 3%, entre 2017 et 2018.



Sources : FMI, OCDE, UE

### **Perspectives de l'économie mondiale pour 2019-2020**

Compte tenu du ralentissement de l'activité au second semestre de 2018 et au premier semestre de 2019, la croissance mondiale devrait tomber de 3,6% en 2018 à 3,3% en 2019, puis remonter à 3,6% en 2020.

Dans les pays avancés, la croissance devrait ralentir de 2,2% en 2018 à 1,8% en 2019, puis à 1,7% en 2020. Le ralentissement prévu dans les pays avancés en 2019 est à l'origine de plus des deux tiers de l'essoufflement attendu de la croissance mondiale par rapport à 2018.

Le repli est en partie imputable aux effets négatifs attendus des hausses des droits de douane adoptées en 2018. Un deuxième aspect important du profil de croissance des pays avancés tient au fait que l'accélération temporaire de la croissance des Etats-Unis et de leurs partenaires commerciaux, sous l'impulsion de la relance budgétaire aux Etats-Unis, devrait devenir moindre en 2019 et surtout en 2020, puisque certaines des mesures en question commenceront à être supprimées.

Dans la zone euro, la croissance devrait fléchir de 1,8% en 2018 à 1,3% en 2019, puis à 1,5% en 2020. Si la croissance est appelée à se redresser au premier semestre de 2019 sur fond de dissipation de certains des facteurs temporaires qui ont ralenti l'activité, les

répercussions de l'accès de faiblesse au second semestre de 2018 devraient freiner la croissance en 2019. Les taux de croissance ont été revus à la baisse pour de nombreux pays, notamment l'Allemagne (en raison d'une consommation privée médiocre, d'une faible production industrielle et d'une demande extérieure en demi-teinte) ; l'Italie (en proie à une demande intérieure fragile, les rendements souverains demeurant élevés) ; la France (en raison de l'impact négatif des manifestations de rue).

Malgré la révision à la baisse, le rythme de l'expansion prévu pour 2019 est supérieur au taux de croissance potentielle estimé de l'économie américaine. La vigueur de la croissance de la demande intérieure favorisera une hausse des importations et contribuera à un creusement du déficit des transactions courantes. Après une croissance de 2,9% en 2018, la hausse du PIB américain atteindra 2,3% en 2019, puis 1,9% en 2020.

La croissance mondiale en 2019 est aussi freinée par le groupe des pays émergents et pays en développement, dans lequel la croissance devrait reculer légèrement à 4,4% en 2019 (contre 4,5% en 2018). Le repli de la croissance par rapport à 2018 s'explique par le fléchissement en Chine et par la récession en Turquie, avec d'importantes répercussions de la baisse de l'activité fin 2018, ainsi que par une aggravation de la contraction en Iran.

Les conditions devraient s'améliorer, sachant que les mesures de relance soutiendront l'activité en Chine et que les difficultés liées à la récession s'atténueront progressivement dans des pays comme l'Argentine et la Turquie. En 2020, la croissance devrait monter à 4,8%, presque entièrement sous l'effet d'un raffermissement attendu de l'activité dans ces pays à la faveur d'un ajustement des politiques économiques et d'un allègement des tensions dans les pays en proie à des conflits et troubles géopolitiques.

Dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan, Pakistan, la croissance devrait tomber à 1,5% en 2019, avant de remonter à quelque 3,2% en 2020. De multiples facteurs pèsent sur les perspectives de la région, parmi lesquels un ralentissement du PIB pétrolier en Arabie Saoudite ; les problèmes persistants d'ajustement macroéconomique au Pakistan ; les sanctions imposées par les Etats-Unis en Iran ; les troubles civils et conflits dans plusieurs autres pays, dont l'Iraq, la Syrie et le Yémen, où la reprise après l'effondrement lié à la guerre devrait à présent être plus lente que prévu auparavant.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 3,5% en 2019, puis 3,7% en 2020 (contre 3% en 2018).

## 1-2 LE REPLI DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET RALENTISSEMENT DU COMMERCE MONDIAL

Sur fond d'incertitude élevée concernant l'action des pouvoirs publics et de détérioration des perspectives de la demande mondiale, la production mondiale a ralenti, en particulier pour ce qui est des biens d'équipement. Ce ralentissement a été généralisé, notamment dans les pays avancés, à l'exception des Etats-Unis.

Si l'on pouvait s'attendre à un ralentissement cyclique dans les pays qui semblent opérer au-dessus de leur potentiel, le fléchissement a été plus marqué et semblait lié à une dégradation de l'état d'esprit sur les marchés, qui s'explique en partie par les tensions commerciales.

La croissance du commerce mondial a ralenti nettement par rapport à son pic de la fin de 2017, les importations américaines en provenance de Chine soumises à de nouveaux droits de douane américains ayant baissé ou stagné vers la fin de l'année 2018. Ainsi, la

hausse du commerce mondial en volume s'est établi à 3,8% en 2018, contre 5,4% en 2017. Les anticipations médiocres de l'activité future dont font état les indices des directeurs d'achat laissent entrevoir que ce ralentissement persistera en 2019.

### 1-3 L'EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS DE BASE ET DE L'INFLATION

Les prix mondiaux du pétrole ont, avec un cours moyen qui s'est établi à 68,33 Dollars US en 2018, contre 52,81 Dollars US en 2017, augmenté en moyenne de 29,4% d'une année à l'autre.

Malgré une production sans précédent aux Etats-Unis, le resserrement de l'offre et la vigueur de l'activité au premier semestre de 2018 ont réduit rapidement les stocks de pétrole des pays membres de l'OCDE, propulsant en mai et juin les cours à leurs plus hauts niveaux depuis novembre 2014. Par la suite, toutefois, l'augmentation de la production en Arabie Saoudite et en Russie a permis de rééquilibrer le marché.

Les cours des métaux ont subi des pressions à la baisse sous l'effet d'un recul de la demande en Chine et de tensions commerciales. En revanche, les fondamentaux des marchés agricoles sont restés solides et ont partiellement neutralisé la mise en place de tarifs douaniers sur certains produits clés. Globalement, le cours des matières premières hors combustibles a progressé de 1,6% en 2018, contre une hausse de 6,4% enregistrée en 2017.

La hausse des prix à la consommation est restée contenue dans les pays avancés, étant donné la baisse des prix des produits de base. Pour la plupart des pays de ce groupe, l'inflation hors alimentation et énergie se situe bien en deçà des objectifs fixés par les banques centrales, en dépit de l'augmentation de la demande intérieure au cours des deux dernières années. Dans certains pays, la dépréciation de la monnaie a entraîné une hausse des prix intérieurs, qui a compensé en partie les pressions à la baisse résultant du recul des prix des produits de base.

Ainsi, dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 2% en 2018, contre 1,7% en 2017, alors que dans les pays émergents et les pays en développement, le niveau des prix à la consommation est monté de 4,3% à 4,8% entre 2017 et 2018.

## II- LES PERFORMANCES ECONOMIQUES DE LA SOUS-REGION

### 2-1 L'ETHIOPIE

Le ralentissement de la croissance du PIB réel qui est descendu à 7,7% en 2018, contre 10,9% en 2017, est dû en partie à l'agitation sociale, l'incertitude politique et les modifications de politiques, dont l'assainissement budgétaire nécessaire pour stabiliser la dette publique. Du côté de l'offre, la croissance résulte des services (8,8%), de l'industrie (12,2%) et est facilitée par le développement de l'énergie, des parcs industriels et des infrastructures de transport ; du côté de la demande, elle résulte de la consommation et de l'investissement privé, à l'instar de la stabilité des dépenses publiques dans les infrastructures et des importants flux d'investissements étrangers directs.

La réduction du déficit commercial et la forte croissance des envois de fonds diminuent le déficit de la balance courante, de 8,1% du PIB en 2017 à 6,0% en 2018. Les réserves officielles brutes demeurent faibles avec 2,5 mois d'importations en 2017 et 2,1 mois en 2018.

En termes de perspectives, la croissance du PIB réel devrait s'améliorer, passant de 7,7% en 2018 à 8,2% en 2019 et 2020, grâce à l'expansion de l'industrie et des services et le redressement du secteur agricole. La poursuite du développement des zones industrielles stimulera la croissance industrielle et l'agriculture bénéficiera des investissements en matière d'engrais, d'irrigation et de semences améliorées. L'investissement public restera modéré pour stabiliser la dette publique. La privatisation prochaine des secteurs publics, des transports ferroviaires, maritimes et aériens, de la logistique, de l'électricité et des télécommunications stimulera les investissements privés et réduira les dépenses publiques.

Des possibilités économiques s'ouvrent à la population grâce à l'augmentation des recettes, au marché émergent des biens de consommation et à l'urbanisation croissante. La stratégie d'industrialisation basée sur l'exportation comprend le développement de zones industrielles et le recours à des facilitateurs pour l'énergie, le transport et la logistique commerciale. Une main-d'œuvre abondante, peu coûteuse et facile à former favorise l'exportation, notamment dans les secteurs du cuir, des textiles et de l'agro-industrie. La situation géographique stratégique facilite l'accès aux marchés lucratifs du Moyen-Orient et de l'Europe. Les investissements dans les énergies renouvelables généreront d'ici 2020 jusqu'à 1 milliard USD en exportations.

### 2-2 L'ERYTHREE

La croissance du PIB réel a été estimée à 4,2% en 2018, en légère baisse par rapport à 5,0% en 2017, principalement en raison de l'augmentation des investissements dans les secteurs des mines et de la construction résidentielle. La croissance du secteur des services a été estimée à 2,3% en 2018, en légère baisse par rapport aux 2,7% de 2017, tandis que l'industrie a connu une croissance de 1,0% en 2018 et l'agriculture de 0,9%. Les investissements dans le développement des infrastructures, notamment dans les routes, l'énergie et les installations d'irrigation, ont soutenu la croissance.

L'inflation était estimée à 9,0 % en 2018, principalement en raison de l'insuffisance de l'approvisionnement alimentaire et de la rareté des devises étrangères, indispensables à l'importation de produits essentiels. Pour contenir l'inflation, la masse monétaire a été resserrée par la réduction des emprunts et des dépenses publiques. Le déficit budgétaire

est revenu, quant à lui selon les estimations, à 12,6% du PIB en 2018, contre 13,8% en 2017.

L'excédent du compte courant a baissé, passant de 0,7% du PIB en 2017 à 0,3% en 2018, selon les estimations, à mesure que l'économie continuait à faire face aux fluctuations des prix des produits de base pour ses exportations traditionnelles – or et cuivre. Les réserves de change brutes ont continué de s'améliorer, passant de 5,1 mois d'importations en 2017 à 7,3 mois en 2018 en raison de la hausse des recettes du secteur minier.

En termes de perspectives, la croissance devrait tomber à 3,8% en 2019 en raison des pénuries d'énergie, de la réduction des envois de fonds, de la pénurie de devises étrangères, de l'inadéquation du climat des affaires et de la faiblesse des capacités humaines et institutionnelles. La croissance devrait toutefois atteindre 4,1% en 2020, en raison de l'augmentation des investissements étrangers dans le secteur extractif du pays et des avantages de l'accord de paix entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Le tourisme est une autre source possible de développement durable.

## 2-3 LA SOMALIE

L'économie formelle somalienne a connu un effondrement total et le secteur informel, composé essentiellement de l'élevage, du commerce des chameaux (plus de 40% de ses exportations) et des envois de fonds de l'étranger (un cinquième du PIB du pays) joue un rôle crucial dans l'économie. Selon les estimations du FMI, la croissance du PIB a atteint 2,8% en 2018, contre 2,3% en 2017, année où le secteur agricole a été touché par la sécheresse. Les sources de croissance de l'offre en 2018 ont été l'agriculture, l'élevage, les services financiers et les télécommunications, tandis que les contributeurs à la demande étaient en grande partie des consommateurs gouvernementaux et privés (BAD). La croissance du PIB devrait atteindre 3,0% en 2019.

Malgré le taux de croissance positif du PIB, la réalité économique du pays est délicate tant sur le plan politique que sur le plan de la sécurité et le pays est extrêmement dépendant de l'aide internationale. Le FMI a jugé la mise en œuvre du troisième programme surveillé par le personnel (SMP III) satisfaisante (de même que les SMP I et II). Les autorités somaliennes ont réussi à améliorer la mobilisation des recettes intérieures, les données disponibles jusqu'en novembre 2018 indiquant que les recettes intérieures ont atteint 161 millions USD, soit 31% de plus qu'à la même période en 2017. Le taux de change est resté stable, l'inflation a ralenti pour s'établir à 3,5%, par rapport aux 5,3% de 2017, et le budget est resté équilibré. Cette tendance devrait se poursuivre en 2019. Malgré ces signes de reprise fragile, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer la résilience économique et réduire la pauvreté.

Les priorités actuelles en matière de dépenses se concentrent sur les services de sécurité et d'administration, qui représentent près de 90% des dépenses totales. Les principaux défis concernent les contraintes d'infrastructure, la faiblesse des institutions et de l'État, la faiblesse des systèmes de gestion des finances publiques, l'insécurité persistante liée aux incursions des insurgés Al-Shabaab et d'ISIS, la résistance limitée aux conditions climatiques extrêmes et les arriérés importants dus aux institutions financières internationales.

## 2-4 LE YEMEN

Le Yémen, pays le plus pauvre de la péninsule arabe, présente des faiblesses structurelles et un conflit actuel qui aggrave la situation. La guerre a essentiellement éliminé les exportations du Yémen, affaibli la monnaie nationale, provoqué une inflation, limité les importations de produits alimentaires et de carburant et endommagé les infrastructures. La guerre a également entraîné une grave crise humanitaire impliquant un million de cas de choléra (la plus grande épidémie au monde), plus de sept millions de personnes menacées de famine et 80% de la population ayant besoin d'une assistance humanitaire. L'économie du Yémen a diminué de 16,7% en 2015, pour s'améliorer progressivement depuis cette date. Le PIB a diminué de seulement 2,7% en 2018, contre une contraction de 5,9% en 2017. Dans le même temps, les prévisions de croissance à moyen terme ont été revues à la baisse, passant de 14,7% à 2,1% pour 2019, en raison de la poursuite du conflit.

L'augmentation de l'aide des donateurs a permis d'éviter des conditions de famine extrêmes; Cependant, l'économie du pays reste paralysée par la guerre. Les exportations d'hydrocarbures ont été largement suspendues en 2018, alors que les réserves en devises étrangères réduisent considérablement les capacités d'importation du Yémen, provoquant une pénurie de produits alimentaires, de médicaments et de carburant. L'inflation a grimpé à 41,8% alors que l'offre était limitée, son taux le plus élevé depuis le début des années 90. L'inflation devrait diminuer progressivement, d'abord à 20% en 2019, puis à 7,5% en 2020. Parallèlement, le déficit de la balance courante, qui devrait atteindre un nouveau sommet à 2,7 milliards USD, soit 9,3% du PIB, devrait s'établir à 4,5% d'ici 2020, dans la perspective d'une reprise des exportations. Le gouvernement yéménite cherche à augmenter sa production de pétrole brut à 110.000 barils par jour en 2019, et les exportations à 75.000 barils par jour. La dette publique du Yémen est tombée à 62,5% du PIB en 2018, selon les estimations du FMI, et devrait encore baisser dans les prochaines années avec le durcissement de la facture de dépenses publiques et l'amélioration de la perception des impôts.

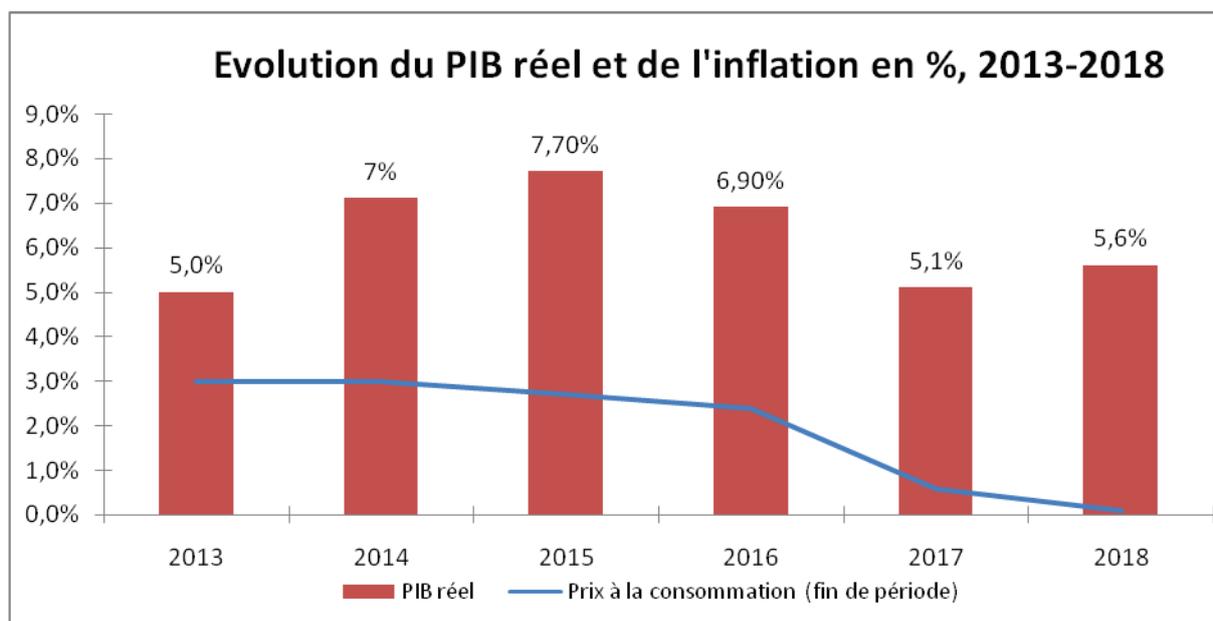
Les perspectives économiques et sociales pour 2019 et au-delà dépendront d'améliorations rapides sur les fronts politique et sécuritaire et, finalement, d'une paix durable pour reconstruire l'économie. L'absence d'un secteur privé dynamique a entraîné un sous-emploi chronique et un important secteur informel depuis le début de la guerre.

## CHAPITRE -II- L'ECONOMIE DJIBOUTIENNE

L'activité économique est restée soutenue en 2018 avec une croissance réelle du PIB de 5,6%, contre 5,1% en 2017, portée par le dynamisme des secteurs de la construction, des transports, du commerce&tourisme et des activités financières.

Le rythme de croissance en 2017-2018 a quelque peu fléchi par rapport à 2015 et 2016, où la croissance du PIB avait respectivement atteint 7,7% et 6,9%, en raison des troubles politiques survenues en Ethiopie avec des retombées sur les activités portuaires et de transport.

Le niveau général des prix à la consommation s'est inscrit en baisse avec un taux d'inflation, en glissement annuel, se situant à 0,1% en 2018, contre 0,6% en 2017.



Source : DISED – Direction de l'Economie

*Concernant l'analyse de la situation économique nationale, notamment à propos de l'évolution du secteur réel, il est à noter des développements majeurs qui ont fortement impacté les données du PIB.*

*Tout d'abord, la révision des comptes nationaux pour la période 2013-2017 (avec 2013 comme nouvelle année de base) opérée par la Direction des Statistiques et des Etudes Démographiques (DISED), permet désormais de disposer de données nationales fiables pour le calcul et les projections du PIB. De plus, l'intégration des données des Zones Franches dans le calcul du PIB, donne un meilleur reflet de la production nationale.*

*Aussi, la BCD qui réalisait ses propres estimations du PIB, a utilisé les données du cadrage communément adopté, dans le cadre de son Rapport annuel 2018.*

<b>Evolution de la production sectorielle, 2013-2018</b>							
<i>En millions FDJ</i>							
<b>Composantes</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>PRIMAIRE</b>	<b>4 338</b>	<b>4 259</b>	<b>4 199</b>	<b>4 385</b>	<b>4 507</b>	<b>4 727</b>	<b>4,9%</b>
Agriculture	1 157	1 182	1 205	1 294	1 383	1 466	6,0%
Sylviculture	1 595	1 610	1 701	1 782	1 867	1 941	4,0%
Elevage	276	276	250	260	269	282	4,8%
Pêche	1 310	1 191	1 044	1 049	988	1 038	5,1%
<b>SECONDAIRE</b>	<b>40 946</b>	<b>43 817</b>	<b>47 647</b>	<b>50 663</b>	<b>56 149</b>	<b>60 580</b>	<b>7,9%</b>
Industries	7249	10 860	11 398	12 347	13 867	15 029	8,4%
Bâtiment et travaux publics	17 426	15 844	17 446	18 108	18 795	21 050	12,0%
Extraction	861	1 277	1 406	1 459	1 515	1 606	6,0%
Electricité et eau	15 410	15 836	17 397	18 749	21 972	22 895	4,2%
<b>TERTIAIRE</b>	<b>292 899</b>	<b>314 011</b>	<b>335 944</b>	<b>361 418</b>	<b>376 336</b>	<b>396 965</b>	<b>5,5%</b>
Commerce	86 248	94 970	105 545	107 501	116 710	125 841	7,8%
Transports et communications	90 648	99 088	102 778	110 571	110 623	113 910	3,0%
Banques et assurances	14 957	11 912	13 982	15 384	16 940	18 634	10,0%
Autres services marchands	36 414	34 165	35 702	36 538	37 610	39 498	5,0%
Autres services non marchands	18 766	20 681	22 161	23 037	23 831	24 785	4,0%
Administrations publiques	45 866	53 195	55 776	68 387	70 622	74 298	5,2%
<b>Valeur ajoutée totale</b>	<b>338 183</b>	<b>362 087</b>	<b>387 790</b>	<b>416 466</b>	<b>436 992</b>	<b>462 272</b>	<b>5,8%</b>
Taxes indirectes nettes	24 869	26 602	30 731	31 010	33 203	34 483	3,8%
<b>PIB constant</b>	<b>363 052</b>	<b>388 689</b>	<b>418 521</b>	<b>447 476</b>	<b>470 195</b>	<b>496 755</b>	<b>5,6%</b>

Source : DISED – Direction de l'Economie

## I- LE SECTEUR PRIMAIRE

Le secteur primaire a enregistré une croissance de 4,9% en 2018, à la faveur de la hausse des activités agricoles, de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche. Ce secteur contribue faiblement pendant à la formation du PIB.

## 1- 1 L'agriculture

Avec une superficie de terres arables estimée seulement à 10.000 hectares (ha), le développement de l'agriculture demeure depuis toujours confronté aux conditions climatiques difficiles du pays. En 2018, la superficie cultivée a enregistré une hausse de 7,1% par rapport à 2017, en passant de 1.441 ha à 1.543 ha, d'une année à l'autre. Le nombre d'exploitations agricoles a connu une hausse de 1,5%, entre 2017 et 2018, passant de 1.953 exploitations agricoles à 1.982 exploitations. La production agricole s'est, pour sa part, accrue de 5%, sur la même période, passant de 8.964 tonnes à 9.412.

Désignation	Campagne agricole 2016/2017	Campagne agricole 2017/2018
Superficies cultivées	1.441 ha	1.543 ha
Nombre d'exploitations agricoles	1.953	1.982
Maraichage, fruitier et Dattier	5.700 tonnes	8.470 tonnes
Fourrage	3.264 tonnes	942 tonnes

Source : Direction de l'Agriculture

## 1-2 L'ELEVAGE

Les activités liées à l'élevage jouent un rôle important dans la sécurité alimentaire. La possession d'animaux permet de passer d'une situation d'assisté à celle d'acteur économique. Cet élevage aux multiples fonctions constitue le principal moyen de survie de la population rurale grâce à l'autoconsommation. Les conditions naturelles rudes, dont les sécheresses récurrentes constituent le principal frein à son développement.

L'élevage occupe environ 150.000 personnes dont, notamment des éleveurs nomades, des agro-pastoraux, des commerçants de bétail, des bouchers, des activités relatives et métiers connexes.

Avec 610.332 têtes de bétail exportées en 2018, contre 650.345 têtes en 2017, le nombre de bétails exportés a enregistré un repli de l'ordre de 6,1%, d'une année à l'autre.

Évolution du nombre de bétail exporté, 2010-2018				
Année	Bovins	Petits ruminants	Camelins	Total
2010	49.315	215.393	129.927	394.635
2011	55.943	245.487	76.659	378.089
2012	48.439	449.009	38.053	535.501
2013	45.830	461.464	10.878	518.172
2014	54.777	509.505	3.791	568.073
2015	55.470	350.147	37.444	443.061
2016	55.825	156.772	16.285	228.882
2017	14.040	595.396	40.909	650.345
2018	3.733	551.260	55.339	610.332

Source : Direction de l'Élevage

Les cheptels suivis et traités dans le centre de quarantaine de Djibouti ont augmenté de 1,2% entre 2017 et 2018, passant de 178.068 têtes à 180.308 têtes, sur la période.

<b>Évolution du cheptel suivi et traité 2010 – 2018</b>	
<b>Année</b>	<b>Effectif bétail</b>
2010	112.961
2011	166.798
2012	139.577
2013	116.214
2014	120.686
2015	127.517
2016	107.694
2017	178.068
2018	180.308

Source : Direction de l'Élevage

### 1-3 LA PECHE

Avec ses côtes longues de 372 Km, Djibouti dispose d'importantes ressources halieutiques. Le secteur de la pêche constitue ainsi un levier efficace de production de richesses, mais aussi d'emplois générateurs de revenus en République de Djibouti. Toutefois, son potentiel est sous-exploité et le secteur contribue encore très faiblement à la formation du PIB.

En 2018, la quantité de poissons pêchée a atteint 3.648.478 Kg, contre 2.022.463 Kg en 2017, soit une hausse de 80,4%, d'une année à l'autre.

La ville de Djibouti concentre 51% du total des quantités pêchées sur l'ensemble du territoire national, en raison de la plus grande concentration de la population et des activités dans la capitale.

## II-LE SECTEUR SECONDAIRE

### 2-1 L'ENERGIE ELECTRIQUE

La production d'électricité a atteint 580.856 Mwh en 2018, contre 566.859 Mwh en 2017, réalisant ainsi une progression de 2,5%. La consommation électrique s'est, pour sa part, fixée à 469.358 Mwh à fin 2018, en hausse de 1,8% par rapport à l'énergie consommée en 2017 qui se situait à 461.141Mwh.

A la faveur de la politique visant à faciliter l'accès à l'électricité pour l'ensemble des ménages Djiboutiens et, plus particulièrement, en direction des foyers démunis, le nombre d'abonnés n'a cessé de s'accroître, durant cette dernière décennie. Avec 62.117 foyers

raccordés à l'électricité en 2018, contre 58.708 foyers branchés en 2017, le nombre d'abonnés a augmenté de 5,8%, d'une année à l'autre. Dans le même temps, le prix moyen de vente a baissé de 3,6%, passant de 56 FDJ à 54 FDJ entre 2017 et 2018.

<b>Production et consommation d'électricité, 2014-2018</b>						
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>Production en Mwh</b>	446.171	492.088	537.340	566.859	580.856	2,5%
<b>Consommation en Mwh</b>	370.234	396.754	422.808	461.141	469.358	1,8%
<b>Taux rendement commercial (%)</b>	83,0%	80,6%	78,7%	81,3%	80,8%	-
<b>Nombre d'abonnés</b>	50.061	53.007	56.062	58.708	62.117	5,8%
<b>Prix moyen vente (FDJ)</b>	52	42	56	56	54	-3,6%

Source : Électricité de Djibouti

## 2-2 L'EAU

La production d'eau en 2018, avec un total de 19,9 millions de m<sup>3</sup> en 2018, contre 18,9 millions de m<sup>3</sup> en 2017, a connu une augmentation de 5% sur la période. Dans le même temps, la consommation d'eau s'est accrue de 4,5%, passant de 13,1 millions de m<sup>3</sup> à 13,7 millions de m<sup>3</sup>, entre 2017 et 2018.

<b>Production et consommation d'eau, 2014-2018</b>						
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>Production (milliers m<sup>3</sup>)</b>	17.267	18.068	17.921	18.965	19.913	5%
<b>Consommation (milliers m<sup>3</sup>)</b>	11.062	11.966	12.337	13.155	13.742	4,5%
<b>Pertes sur le réseau (%)</b>	35,9%	33,8%	31,1%	30,6%	30,9%	-
<b>Nombre d'abonnés</b>	25.513	36.165	39.495	41.201	45.825	11,2%

Source : ONEAD

Le total des pertes sur le réseau enregistré par l'ONEAD est resté relativement stable durant ses trois dernières années, avec un taux moyen de pertes à hauteur de 31%, à la faveur des mesures mises en œuvre pour lutter contre la déperdition au niveau du réseau.

Enfin, le nombre d'abonnés a connu un accroissement de 11,2%, avec 45.825 ménages raccordés à l'eau en 2018, contre 41.201 ménages branchés au réseau en 2017.

### III- LE SECTEUR TERTIAIRE

Le secteur des services reste le principal moteur de la croissance de l'économie Djiboutienne, axé principalement sur le secteur des transports, notamment portuaires, le commerce, les télécommunications et les activités financières qui progressent à un rythme soutenu.

Globalement, le secteur tertiaire a connu une croissance de 5,5% à l'issue de l'année 2018, légèrement plus élevée que la hausse de 4,1% enregistrée en 2017.

#### 3-1 LE TRAFIC DU PORT DE DJIBOUTI SOCIETE ANONYME

Le trafic du Port de Djibouti Société Anonyme (PDSA) a enregistré un recul de 5,8% en 2018 avec un volume total traité de 9.3 millions de tonnes métriques, contre 9,9 millions de tonnes métriques en 2017.

<b>Trafic total du PDSA, 2014-2018</b>						
<i>En tonnes métriques</i>						
	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>Marchandises</b>	4.757.359	5.697.906	7.017.817	5.668.744	5.108.132	-9,9%
<b>Djibouti</b>	749.091	691.193	767.605	586.562	294.353	-49,8%
<b>Transit</b>	3.930.366	4.905.282	6.203.551	4.940.795	4.778.681	-3,3%
<b>Transbordement</b>	77.902	101.431	46.662	141.387	35,098	-75,2%
<b>Hydrocarbures</b>	3.891.917	3.817.945	3.765.198	4.213.636	4.197.757	-0,4%
<b>Total</b>	<b>8.649.276</b>	<b>9.515.851</b>	<b>10.783.015</b>	<b>9.882.380</b>	<b>9.305.889</b>	<b>-5,8%</b>

Source : PDSA

Le volume total des marchandises traité au Port de Djibouti, s'étant établi à hauteur de 5,1 millions de tonnes métriques en 2018, contre 5,7 millions de tonnes métriques l'année précédente, accuse un repli de 9,9% d'une année à l'autre. Ce résultat est le produit de la baisse conjointe du trafic de marchandises djiboutien (-49,8%) et du transit (-3,3%), ainsi que les activités de transbordement (-75,2%). Le trafic d'hydrocarbures a, de son côté, également connu une contraction de l'ordre de 0,4%.

### 3-1-1 Le trafic éthiopien

Le trafic éthiopien s'est relativement mieux porté en 2018, affichant une baisse à hauteur de 0,3% beaucoup moins importante que les 8,6% de recul réalisé en 2017.

Evolution du trafic éthiopien, 2014-2018						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Transit Import	3.787.315	4.822.327	6.102.493	4.707.910	4.612.038	-2,0%
Transit Export	143.051	82.955	101.057	232.885	166.644	-28,4%
Hydrocarbures	3.730.190	2.944.082	3.113.340	3.576.083	3.714.327	3,8%
<b>Total</b>	<b>7.660.556</b>	<b>7.849.364</b>	<b>9.316.890</b>	<b>8.516.878</b>	<b>8.493.009</b>	<b>-0,3%</b>

Source : PDSA

Les importations de marchandises sèches destinées au marché éthiopien et les exportations éthiopiennes ont connu respectivement une baisse de 2,0% et de 28,4% entre 2017 et 2018, alors que le trafic des hydrocarbures a enregistré une progression de 3,8% sur la même période.

Part du trafic éthiopien en pourcentage du trafic global, 2014-2018						
	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Marchandises	82,60%	86,10%	88,40%	87,16%	93,50%	7,30%
Hydrocarbures	95,80%	77,10%	82,70%	84,90%	88,50%	4,20%
<b>Total</b>	<b>88,60%</b>	<b>82,50%</b>	<b>86,40%</b>	<b>86,20%</b>	<b>91,30%</b>	<b>5,90%</b>

Source : PDSA

La part du trafic éthiopien s'est redressée en 2018, atteignant 91,3% du trafic global traité, cette amélioration concerne aussi bien les parts de marchandises sèches que les hydrocarbures.

### 3-1-2 Le trafic djiboutien

Le trafic total djiboutien ayant atteint 0,7 millions de tonnes métriques en 2018, contre 1,1 millions de tonnes métriques en 2017, a enregistré un net repli de l'ordre de 39,8% d'une année à l'autre. Ce résultat est lié à la baisse concomitante des marchandises importées (-49,2%) et à l'export (-69,5%), ainsi que des importations d'hydrocarbures (-28,5%).

Evolution du trafic djiboutien, 2014-2018						
<i>En tonnes métriques</i>						
	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Importations locales	727.085	658.020	720.478	568.844	288.951	-49,2%
Exportations locales	22.006	33.173	47.126	17.718	5.402	-69,5%
Hydrocarbures	161.727	671.220	545.360	518.692	370.693	-28,5%
<b>Total</b>	<b>910.818</b>	<b>1.362.413</b>	<b>1.312.964</b>	<b>1.105.254</b>	<b>665.046</b>	<b>-39,8%</b>

Source : PDSA

### 3-2 LE TRANSPORT AERIEN

Le trafic commercial de l'Aéroport International de Djibouti a, dans l'ensemble, enregistré une progression de 8,1%, au terme de l'année 2018. Le nombre de passagers - hors transit est passé de 173.532 à 208.803 passagers entre 2017 et 2018, soit une augmentation de 20,3%, sur la période. Pendant ce temps, le nombre de passagers en transit a connu une régression de près de 52%.

Rubriques	2017	2018	Var. 2018/17
PASSAGERS - Hors Transit	173.532	208.730	20,3%
PASSAGERS - Transit	35.271	17.011	-51,8%
<b>Total</b>	<b>208.803</b>	<b>225.741</b>	<b>8,1%</b>

Source : AID

Les services du Fret et de la Poste ont, pour leur part, connu une évolution positive, enregistrant une hausse, respectivement, de 27,6% et de 145,6%, entre 2017 et 2018.

Rubriques	2017	2018	Variation 2018/17
Fret (tonnes)	4 441,3	5 669,2	27,6%
La Poste (tonnes)	129,4	317,8	145,6%
<b>TOTAL</b>	<b>4 570,7</b>	<b>5 987</b>	<b>31,0%</b>

Source : AID

### 3-3 LE TRANSPORT ROUTIER

Le trafic routier sur le corridor international entre le port de Djibouti et l’Ethiopie a affiché une baisse de 8,5% entre 2017 et 2018. Dans le même temps, les revenus générés par le trafic routier ont quelque peu diminué, passant de 1,49 milliards FDJ à 1,37 milliards FDJ, d’une année à l’autre.

<b>Mouvements du trafic routier, 2010-2018</b>					
<i>En nombre de camions</i>					
Année	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>ème</sup> trimestre	3 <sup>ème</sup> trimestre	4 <sup>ème</sup> trimestre	Total annuel
2010	65.514	61.498	48.170	46.603	<b>221.785</b>
2011	52.661	53.761	54.166	71.345	<b>231.933</b>
2012	74.168	71.196	69.084	69.124	<b>283.572</b>
2013	70.628	73.371	67.425	76.528	<b>287.952</b>
2014	79.708	77.150	82.614	85.561	<b>325.033</b>
2015	85.736	89.629	96.757	101.604	<b>373.726</b>
2016	105.865	108.466	114.503	108.929	<b>437.763</b>
2017	99.386	107.155	107.170	109.355	<b>423.066</b>
2018	97.095	95.332	102.317	92.313	<b>387.057</b>

Source : Agence Djiboutienne de la Route

## DEUXIEME PARTIE - LE BUDGET, LA MONNAIE ET LE SECTEUR EXTERIEUR

### CHAPITRE –I- LA SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le budget de l'Etat, au terme de l'année 2018, s'est monté à 134,2 milliards FDJ, contre 117,2 milliards FDJ en 2017, affichant ainsi une progression de 14,5%, d'une année à l'autre. L'accroissement plus important des dépenses par rapport aux recettes a, cependant, impacté négativement l'équilibre budgétaire avec un déficit public (sur base engagement) qui s'est creusé à hauteur de 2,5% du PIB à fin 2018.

<b>Tableau des opérations budgétaires de l'État, 2015-2018</b>					
<i>En millions FDJ</i>					
<b>Rubriques</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>Recettes et Dons</b>	<b>113 740</b>	<b>112 810</b>	<b>116 138</b>	<b>123 930</b>	<b>+6,7%</b>
Recettes intérieures	94 753	105 231	107 212	106 311	-0,8%
Dons officiels	18 988	7 579	8 927	17 619	+97,4%
<b>Dépenses</b>	<b>115 240</b>	<b>119 781</b>	<b>117 172</b>	<b>134 200</b>	<b>+14,5%</b>
Dépenses courantes	70 685	83 013	87 024	91 841	+5,5%
Investissements	44 555	36 768	30 147	42 359	+40,5%
<b>Solde global (base ordonnancements, dons inclus)</b>	<b>-1 500</b>	<b>-6 972</b>	<b>-1 033</b>	<b>-10 270</b>	<b>+894,2%</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-2,5%</b>	
Variations des arriérés (signe moins en positif)	-1 698	-1 650	-363	1 993	+449%
<b>Solde global, (base caisse)</b>	<b>-3 198</b>	<b>-8 622</b>	<b>-1 396</b>	<b>-8 277</b>	<b>+492,9%</b>
<b>Solde global base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-2%</b>	
<b>Financement</b>	<b>2 716</b>	<b>4 648</b>	<b>1 467</b>	<b>9 147</b>	<b>+523,5%</b>
Intérieur	193	-1 885	-2 602	511	+119,6%
Extérieur	2 523	6 533	4 069	8 636	+112,2%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>-482</b>	<b>-3 974</b>	<b>71</b>	<b>870</b>	<b>+1125,3%</b>

Source : Ministère du Budget

#### I - LES RECETTES BUDGETAIRES ET DONS

Les ressources publiques mobilisées en 2018 se sont établies à 123,9 milliards FDJ, contre 121 milliards FDJ prévus par la Loi de Finance Rectificative (LFR), ce qui représente un niveau de réalisation de 97,7% et une meilleure performance que le taux de 95,9% réalisé en 2017. Ces bons résultats, en termes de mobilisation des ressources, sont à mettre au seul crédit de la composante « Dons », la mobilisation des recettes intérieures, tant

d'origine fiscales que non-fiscales, n'a pas atteint les objectifs escomptés dans la LFR 2018.

Dans l'ensemble, le total des ressources publiques, étant passé de 116,1 milliards FDJ en 2017 à 123,9 milliards FDJ, a toutefois progressé de 6,7%, d'une année à l'autre.

## 1-1 LES RECETTES BUDGETAIRES

Les recettes budgétaires, atteignant un total de 106,3 milliards FDJ, n'ont pas été à la hauteur des prévisions qui ciblaient un montant de 110,6 milliards FDJ et sont même restées légèrement inférieures aux 107,2 milliards FDJ de ressources collectées en 2017. Cette évolution des ressources intérieures est liée aux contre-performances des recettes non-fiscales, comparativement à l'année 2017.

### 1-1-1 Les recettes fiscales

Ayant atteint 69 milliards FDJ, au terme de 2018, 66,2 milliards FDJ à fin 2017, les recettes fiscales ont réalisé une progression annuelle de 4,2%. Cependant, le niveau de mobilisation de ces recettes est resté inférieur au montant programmé dans la LFR 2018 qui était de 70,9 milliards FDJ.

Les impôts directs, s'établissant à 28,8 milliards FDJ en 2018, ont enregistré une hausse de 5,1% par rapport aux 27,4 milliards FDJ collectés en 2017. Les impôts indirects ont, de leur côté, affiché une progression similaire, passant de 34,8 milliards FDJ en 2017 à 36,6 milliards FDJ à fin 2018. Les impôts directs ont également dépassé de 609 millions FDJ l'objectif escompté dans la LFR 2018.

Les autres recettes fiscales, ayant atteint 3,6 milliards FDJ en 2018, contre 3,98 milliards FDJ en 2017, ont baissé de 9,5% sur la période et, sont par ailleurs, restées inférieures aux prévisions de la LFR 2018, avec un manque à gagner de 1,9 milliards FDJ.

Au terme de l'exercice 2018, les recettes fiscales mobilisées ont représenté 64,9% des recettes intérieures, soit à un meilleur niveau qu'en 2017, où ces recettes représentaient 61,7% des ressources intérieures.

### 1-1-2 Les recettes non fiscales

Les recettes non fiscales, avec un total de 37,3 milliards FDJ en 2018, ont reculé de 9% par rapport aux 41 milliards FDJ de recettes réalisées au terme de l'année 2017. Les ressources d'origine non fiscales mobilisées en 2018 n'ont pas atteint le montant projeté (39,7 milliards FDJ) dans le cadre de la LFR 2018.

Les recettes domaniales collectées à hauteur de 7,9 milliards FDJ en 2018, contre 11,9 milliards FDJ en 2017, ont régressé de 33,6%, avec un taux de réalisation de 84% par rapport au montant prévu dans la LFR 2018. Les autres recettes, telles que les redevances sur les produits pétroliers et miniers, ainsi que les produits divers, passant de 8,1 milliards FDJ à 7,8 milliards FDJ, entre 2017 et 2018, ont baissé de 3,7% sur la période.

Les loyers perçus au titre des bases militaires étrangères, s'étant montés à 21,6 milliards FDJ en 2018, contre un peu plus de 20,9 milliards FDJ en 2017, se sont accrus de 3,3% et affichent un taux de réalisation de 97,3% des montants attendus dans la LFR 2018.

## 1-2 LES DONNS

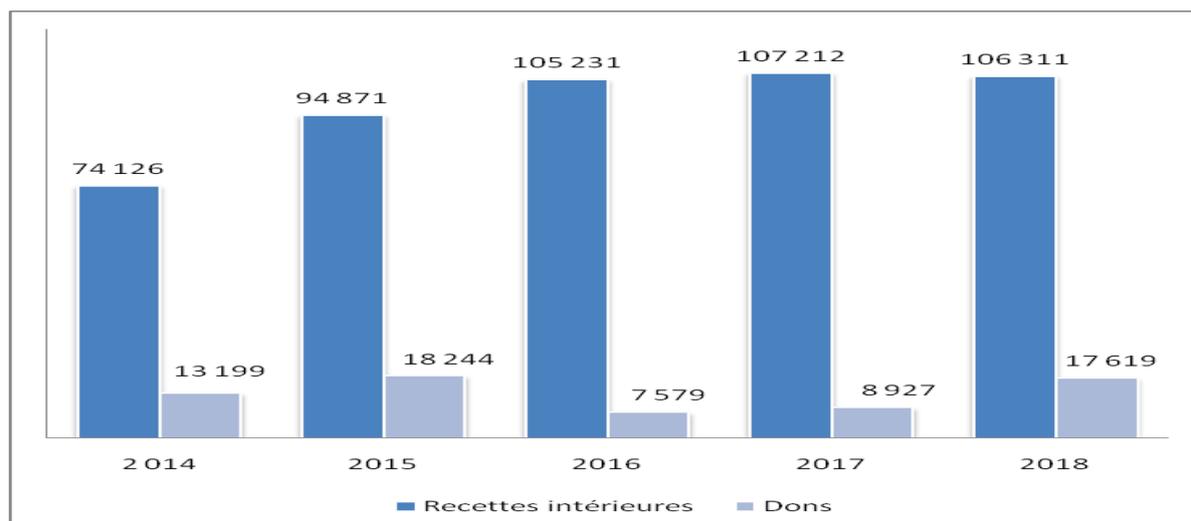
Les dons officiels reçus par la République de Djibouti s'étant établis à 17,6 milliards FDJ, au terme de l'année 2018, contre un total de 8,9 milliards FDJ mobilisé en 2017, ont ainsi

progressé de 97,7%, affichant, dans le même temps, un taux de réalisation de 166% du montant ciblé dans la LFR 2018.

Les dons affectés aux projets sociaux (738 millions FDJ) et aux investissements publics (12,7 milliards FDJ), atteignant au total 13,4 milliards FDJ à fin 2018, ont fait un bond de 168% par rapport aux 5,0 milliards FDJ reçus en 2017.

Les dons non-affectés aux projets ont, pour leur part, affiché une hausse de 7,7%, passant de 3,9 milliards FDJ en 2017 à 4,2 milliards FDJ en 2018.

### Évolution des recettes intérieures et des dons en millions FDJ, 2014-2018

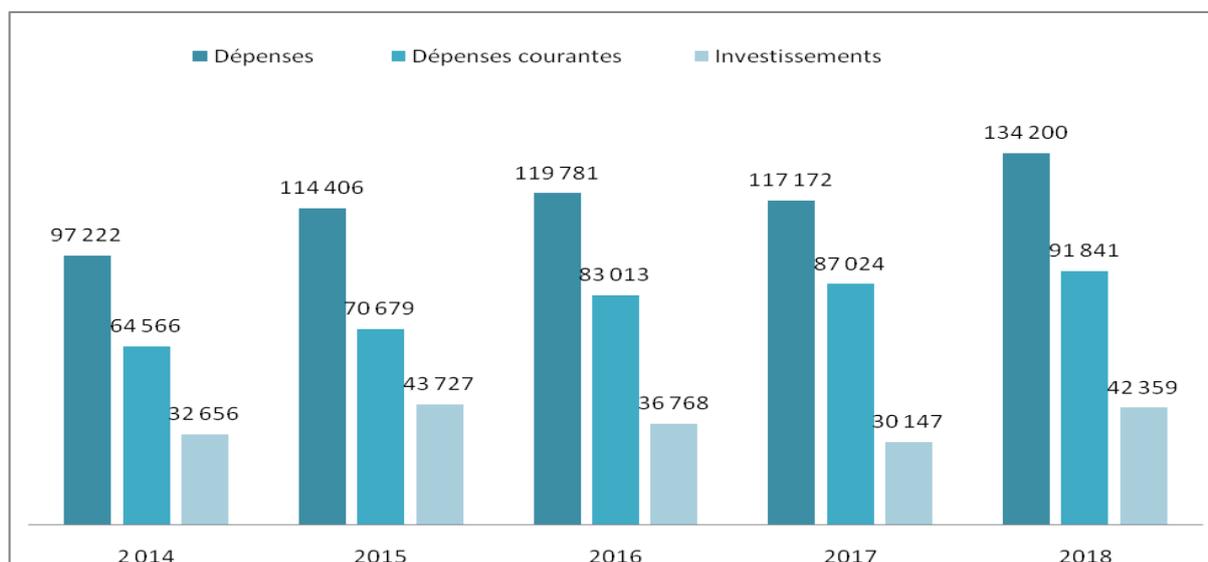


Source : Ministère du Budget

## II - LES DEPENSES TOTALES

Au terme de l'exercice budgétaire 2018, les dépenses de l'Etat ont été arrêtées à 134,2 milliards FDJ, contre 117,2 milliards à fin 2017, soit une hausse de 14,5%, d'une année à l'autre. Par ailleurs, ces dépenses sont en dépassement du montant programmé (124,8 milliards FDJ) dans la LFR 2018.

### Evolution des dépenses : 2014 à 2018, en millions FDJ



Source : Ministère du Budget

## 2-1 LES DEPENSES COURANTES

Les dépenses courantes, passées de 87 milliards FDJ à 91,8 milliards FDJ, entre 2017 et 2018, se sont accrues de 5,5% sur la période sous revue, avec un dépassement de l'ordre de 3,4% du montant prévu dans la LFR 2018.

Les dépenses au titre des salaires, atteignant 35,5 milliards FDJ en 2018, contre 33,6 milliards FDJ, en 2017, enregistrent une hausse annuelle de 5,6%, mais sont toutefois restées proches du montant prévu (35,1 milliards FDJ) par la LFR 2018.

Les dépenses de matériels, établies à 29,9 milliards FDJ en 2018, sont restées quasiment au même niveau qu'en 2017, mais dépassent le montant alloué pour ce chapitre (27,2 milliards FDJ) par la LFR 2018.

Les dépenses d'entretien sont passées de 1,5 milliards FDJ à 1,6 milliards et ont ainsi augmenté de 6,7%, entre 2017 et 2018. Le poste des transferts atteignant, quant à lui, 17,5 milliards FDJ en 2018, contre 16,5 milliards FDJ en 2017, a affiché un accroissement annuel de 6,1%, sans toutefois dépassé les 17,7 milliards FDJ budgétisés pour cette rubrique dans la LFR 2018. L'augmentation de toutes les composantes du chapitre des transferts explique l'évolution de ce poste.

## 2-2 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENTS

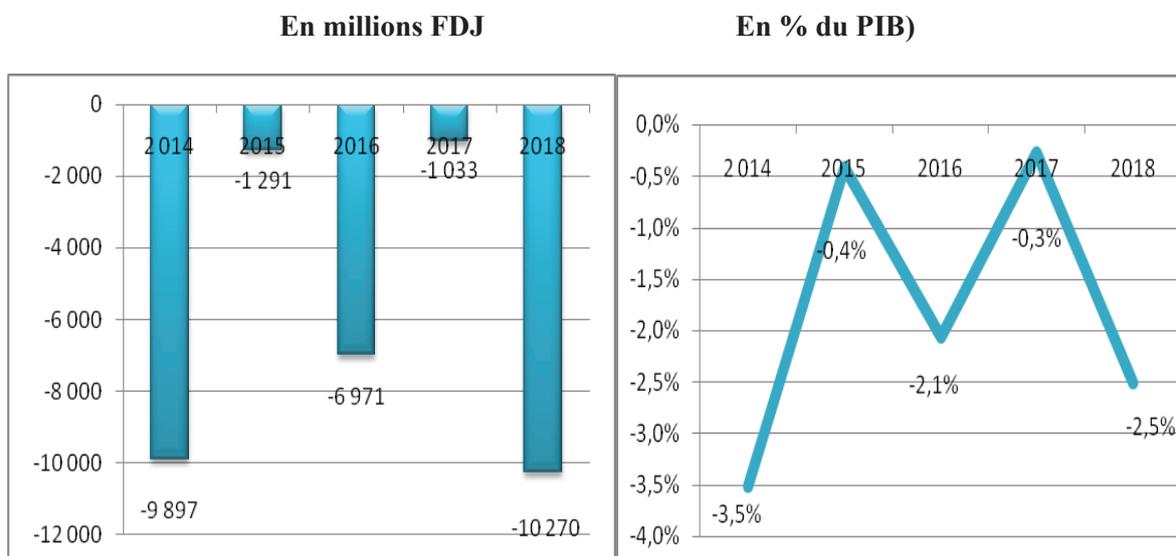
Les dépenses d'investissements, avec un total de 42,3 milliards FDJ en 2018, contre 30,1 milliards FDJ à fin 2017, ont augmenté de 40,5%, d'une année à l'autre et, dans le même temps, les objectifs d'investissements (35,9 milliards FDJ) visés par la LFR 2018 ont été dépassés. Le recul des investissements sur financement intérieur, qui sont passés de 18,2 milliards FDJ à 17,2 milliards FDJ, entre 2017 et 2018, a été largement compensé par le bond (+110,9%) des investissements sur financement extérieur. En 2018, les investissements sur ressources intérieures ne représentent plus que 40,7% du total des dépenses d'investissements, alors qu'ils en représentaient 60,4% en 2017.

Les dépenses d'investissements sur financements extérieurs sont passées de 11,9 milliards FDJ à 25,1 milliards FDJ entre 2017 et 2018. Parmi ces dépenses, les investissements financés sous forme de dons et sous forme de prêts extérieurs ont tout deux augmenté, respectivement, de 176,1% et de 69,8%, sur la période sous revue.

### III- LE SOLDE BUDGETAIRE

L'exercice budgétaire 2018 s'est clôturé avec un déficit public atteignant 2,5% du PIB sur base ordonnancement, le déficit était réduit à -0,3% en 2017. Sur base caisse, le déficit est ramené à 2% en 2018, contre 0,4% du PIB en 2017.

#### Évolution du déficit global base ordonnancements, 2014-2018



Source : Ministère du Budget

## CHAPITRE -II- LA MONNAIE ET LE CREDIT

### I - LA MONNAIE

L'année 2018 s'est caractérisée par une décroissance de la masse monétaire au sens large de l'ordre de 5,6% s'établissant à 349.879 millions FDJ, contre 370.564 millions FDJ en 2017. Cette baisse de l'offre monétaire est consécutive principalement à la contraction des avoirs extérieurs nets (-8,1%). Par contre, les crédits intérieurs et les autres postes nets ont, respectivement, marqué un accroissement de 6,8% et de 9,7% sur la période observée.

#### 1-1 LA MASSE MONETAIRE

Evolution de la masse monétaire, 2014-2018						
En millions FDJ						
Composantes	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Monnaie fiduciaire	27.296	30.816	32.918	35.542	36.626	3,0%
Dépôts à vue	80.678	101.538	117.193	116.270	132.860	14,3%
<b>Agrégat M1</b>	<b>107.974</b>	<b>132.354</b>	<b>150.111</b>	<b>151.812</b>	<b>169.486</b>	<b>11,6%</b>
Dépôts sur livrets	7.015	8.829	13.022	12.919	14.762	14,3%
<b>Agrégats M2</b>	<b>114.989</b>	<b>141.183</b>	<b>163.133</b>	<b>164.731</b>	<b>184.248</b>	<b>11,8%</b>
Dépôts à terme	24.292	29.331	22.414	33.975	34.060	0,3%
Dépôts en devises	100.414	113.849	123.258	171.858	131.571	-23,4%
<b>M3 ou masse monétaire</b>	<b>239.695</b>	<b>284.363</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>349.879</b>	<b>-5,6%</b>

Source : BCD

#### 1-1-1 L'agrégat M1

L'accélération de l'agrégat M1 est à la fois tributaire de la circulation fiduciaire (+3%) et des dépôts à vue en Francs Djibouti (+14,3%) qui sont globalement passés de 151.812 millions FDJ en décembre 2017 à 169.486 millions FDJ en décembre 2018. Le poids de l'agrégat M1 dans le stock de monnaie a progressé, passant de 40,9% à 48,4% d'une année à l'autre.

#### 1-1-2 L'agrégat M2

L'agrégat M2 s'est chiffré à 184.248 millions FDJ, contre 164.731 millions FDJ en 2017, suite à la bonne tenue des dépôts sur livrets qui ont augmenté de 14,3% sur la période.

### 1-1-3 L'agrégat M3

La baisse de la masse monétaire au sens large constatée en 2018 s'explique par le recul des ressources libellées en devises étrangères essentiellement en Dollars des Etats-Unis, qui sont passées de 170.172 millions FDJ à 129.410 millions FDJ, d'une année à l'autre.

Cette contraction des ressources en devises est essentiellement orientée vers les dépôts en dollars des entreprises privées qui ont affiché un recul important en volume de 37.491 millions FDJ entre l'année 2017 et l'année 2018. Par contre, les dépôts libellés en monnaie nationale ont affiché une progression annuelle de 11,5%, passant de 164.381 millions FDJ à fin 2017 à 183.313 millions FDJ sur l'exercice 2018. Cependant, les dépôts libellés en autres devises ont noté une reprise de 1,5%, s'établissant à 23.924 millions FDJ en 2018, contre 23.568 millions FDJ en 2017.

### 1-1-4 La vitesse de circulation de la monnaie (VCM)

La vitesse de circulation de la monnaie, définie comme étant le rapport entre le PIB nominal et la masse monétaire, est un indicateur qui permet de mesurer le risque d'inflation par la monnaie. Il s'est établi à 1,54 au terme de l'année 2018. On peut observer que la vitesse de circulation de la monnaie s'est accélérée suite à la révision du PIB nominal.

Année	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
VCM	1,27	1,28	1,27	1,20	1,18	1,08	1,09	1,00	1,54

Source : BCD

## 1-2 LES PRINCIPALES CONTREPARTIES DE LA MONNAIE

En dépit de la croissance des crédits intérieurs, la contraction de la masse monétaire est essentiellement expliquée par la baisse des avoirs extérieurs nets au terme de l'année 2018.

<b>Évolution des contreparties de la masse monétaire, 2014-2018</b>						
<i>En millions FDJ</i>						
<b>Composantes</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>A. Avoirs extérieurs nets</b>	<b>179.628</b>	<b>213.292</b>	<b>236.231</b>	<b>297.956</b>	<b>273.800</b>	<b>-8,1%</b>
<b>B. Crédits intérieurs</b>	<b>98.749</b>	<b>109.629</b>	<b>110.128</b>	<b>122.487</b>	<b>130.800</b>	<b>6,8%</b>
Créances nettes sur l'État	5.881	6.652	8.713	8.994	3.572	-60,3%
Créances sur les entreprises publiques	5.400	9.364	9.925	9.541	15.215	59,5%
Crédits au secteur privé	87.468	93.613	91.490	103.952	112.013	7,8%
<b>Total A+B</b>	<b>278.377</b>	<b>322.921</b>	<b>346.359</b>	<b>420.443</b>	<b>404.600</b>	<b>-3,8%</b>
Solde des éléments non monétaires	-38.682	-38.559	-37.554	-49.879	-54.722	9,7%
<b>Total des contreparties de la masse monétaire</b>	<b>239.695</b>	<b>284.362</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>349.878</b>	<b>-5,6%</b>

Source : BCD

### 1-2-1 Les avoirs extérieurs nets

En 2018, les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont affaiblis, s'établissant à 273.800 millions FDJ, contre 297.956 millions FDJ l'exercice précédent. En termes de structure, les avoirs extérieurs nets sont détenus à hauteur de 72,5% par les banques commerciales et le reste est détenu par les autorités monétaires. Aussi, la part relative des avoirs extérieurs nets dans la masse monétaire s'est rétrécie de 2,15%, d'une année à l'autre.

<b>Avoirs et engagements extérieurs nets du système bancaire, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Avoirs ext. bruts des autorités monétaires	70.586	98.686	79.022	-19,9%
Engagements extérieurs des autorités mon.	-5.231	-4.665	-3.805	-18,4%
<b>Avoirs extérieurs nets des aut. mon.</b>	<b>65.355</b>	<b>94.021</b>	<b>75.217</b>	<b>-20,0%</b>
Avoirs extérieurs bruts des banques	211.489	253.283	237.864	-6,1%
Engagements extérieurs des banques	-40.613	-49.348	-39.281	-20,4%
<b>Avoirs extérieurs nets des banques</b>	<b>170.876</b>	<b>203.935</b>	<b>198.583</b>	<b>-2,6%</b>
<b>Total des avoirs extérieurs nets</b>	<b>236.231</b>	<b>297.956</b>	<b>273.800</b>	<b>-8,1%</b>

Source : BCD

#### 1-2-1-1 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES AUTORITES MONETAIRES

Après la hausse particulièrement exceptionnelle des avoirs extérieurs nets en 2017, les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires ont noté une baisse en volume de 8.205 millions FDJ, due à l'amointrissement des dépôts à vue à l'étranger, qui sont passés de 97.340 millions FDJ en 2017 à 89.175 millions en 2018.

<b>Avoirs extérieurs bruts des autorités monétaires, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Dépôts à vue à l'étranger	69.155	97.340	89.175	-8,4%
Comptes FMI	1.408	1.318	1.306	-0,9%
<b>Total</b>	<b>70.586</b>	<b>98.686</b>	<b>90.481</b>	<b>-8,3%</b>

Source : BCD

Par conséquent, les réserves internationales nettes (RIN) constituées essentiellement des dépôts à vue libellés en Dollars US ont atteint 5.535 millions FDJ en 2018, contre 10.741 millions FDJ en 2017, suite au financement des travaux d'infrastructures et d'équipements des sociétés en zone franche existantes et la création des nouvelles structures.

	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
<b>Réserves Internationales Nettes</b>	4.267	10.741	5.535	-48,4%

Source : BCD

De surcroît, le taux de couverture de l'émission fiduciaire s'est légèrement contracté s'établissant à 106% en décembre 2018, contre 107% en décembre 2017.

	2016	2017	2018	Var 2018/2017
<b>Taux de couverture de la circulation fiduciaire</b>	<b>106,8%</b>	<b>107%</b>	<b>106%</b>	<b>-1%</b>

Source : BCD

Les engagements extérieurs des autorités monétaires se sont allégés de l'ordre de 18,4% sur l'année étudiée, sous l'effet de remboursement par l'Etat du crédit FMI, au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC).

#### 1-2-1-2 LES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES BANQUES

Après avoir augmenté de 19,3% en 2017, les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont connu une décélération de 2,6% sur les douze derniers mois. En effet, les avoirs extérieurs bruts des banques commerciales, constitués principalement par les placements des banques auprès de leurs correspondants, ont atteint 237.864 millions FDJ en 2018, contre 253.283 millions FDJ en 2017, soit une baisse en volume de 15.419 millions FDJ.

D'une année à l'autre, les engagements extérieurs des banques commerciales ont reculé de 20,4%, en raison de la baisse des placements des correspondants des banques étrangères, qui passent de 24.741 millions FDJ en 2017 à 14.555 millions FDJ en 2018.

<b>Engagements extérieurs des banques commerciales, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Correspondants passif	26.120	24.741	14.555	-41,2%
Dépôts à vue des non-résidents	10.608	20.520	19.777	-3,6%
Dépôts à terme des non résidents	2.966	2.635	3.624	37,5%
<b>Emprunts&amp;Titres participatifs</b>	500	500	500	-
<b>Divers passif</b>	419	952	831	-12,7%
<b>Total</b>	<b>40.613</b>	<b>49.348</b>	<b>39.287</b>	<b>-20,4%</b>

Source : BCD

#### 1-2-2 Les crédits intérieurs

En 2018, les crédits intérieurs se sont chiffrés à 130.800 millions FDJ, contre 122.487 millions FDJ en 2017, soit une progression en volume de 8.313 millions FDJ, attribuable à la fois aux créances sur les entreprises publiques (+59,5%) et le crédit au secteur privé

(+7,8%). Par ailleurs, le crédit net à l'Etat a reculé de 5.422 millions FDJ en 2018 suite à une gestion équilibrée des finances publiques instaurée par le Gouvernement.

#### 1-2-2-1 LES CREDITS A L'ECONOMIE

En 2018, les concours à l'économie se sont situés à 127.228 millions FDJ, enregistrant une progression de 12,1% en lien avec le dynamisme de l'activité économique.

Par catégorie, les crédits à l'économie ont été dominés par les crédits à court terme qui se sont chiffrés à 61.070 millions FDJ, soit 53,8% du total. S'agissant des prêts bancaires à moyen et long termes, ils ont atteint 52.293 millions FDJ en 2018, soit une hausse annuelle de 1,9% portant leur part dans le crédit bancaire à 46,1%.

#### 1-2-2-2 LES CREANCES NETTES SUR L'ETAT – POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT (PNG)

En 2018, les créances nettes sur l'Etat se sont allégées de 2.305 millions FDJ et ce, grâce d'une part, à la baisse des créances brutes sur l'Etat qui passent de 11.583 millions FDJ en 2017 à 9.278 millions FDJ en 2018 et, d'autre part, à la reconstitution des ressources de l'Etat qui se sont établis à 5.707 millions FDJ contre 2.587 millions FDJ un an auparavant.

<b>Créances nettes sur l'Etat, 2015-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>
Créances des autorités monétaires	5.665	5.190	4.648	3.637
Dépôts de l'Etat à la BCD	-8.271	-9.196	-1.967	-5.276
<b>Créances nettes des autorités monétaires</b>	<b>-2.606</b>	<b>-4.006</b>	<b>2.681</b>	<b>-1.639</b>
Créances des banques	6.243	9.182	6.935	5.641
Dépôts de l'Etat auprès des banques	-1.801	-1.281	-622	-431
<b>Créances nettes des banques</b>	<b>4.442</b>	<b>7.901</b>	<b>6.313</b>	<b>5.210</b>
Dépôts à vue auprès du Trésor	4.920	4.920	0	0
<b>Total des créances de l'Etat</b>	<b>11.908</b>	<b>14.372</b>	<b>11.583</b>	<b>9.278</b>
<b>Total des dépôts de l'Etat</b>	<b>-10.072</b>	<b>-10.477</b>	<b>-2.589</b>	<b>-5.707</b>
Traites des douanes	-103	-103	0	0
<b>Position nette de l'Etat</b>	<b>6.653</b>	<b>8.712</b>	<b>8.994</b>	<b>3.571</b>

Source : BCD

## II- LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

### 2-1 L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

La situation consolidée des banques en activité s'est affaiblie de 3,5%, passant de 438.117 millions FDJ en décembre 2017 à 422.910 millions FDJ en décembre 2018.

Pourtant, l'activité bancaire a été plus dynamique qu'en 2017, comme attestée par l'expansion des crédits et le renforcement des niveaux des fonds propres des établissements de crédit.

Ainsi, le crédit à la clientèle est passé de 102.343 millions FDJ en 2017 à 113.362 millions FDJ en 2018. L'encours global des crédits à l'économie s'est accru de 10,8% par rapport à l'année précédente, représentant 27,3% du PIB contre 26,7% en 2017. En outre, les fonds propres des banques ont augmenté de 8,1%, contre un accroissement de 17% en 2017.

## 2-2 L'EQUILIBRE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

### 2-2-1 Les emplois

Dans l'ensemble, les principaux postes des emplois des établissements de crédit ont évolué selon des proportions différentes. Les opérations interbancaires, qui constituent 49% du total bilan, a montré une baisse notable de 15% au terme de l'année 2018, tirant à la baisse les emplois des banques en activité.

La rubrique « Créances sur le Trésor&BCD », constituée principalement des comptes ordinaires des banques commerciales auprès des autorités monétaires, s'affaiblissant de 18.700 millions FDJ, a retrouvé le niveau habituel après avoir enregistré un pic en 2017.

Cependant, l'accélération des crédits à la clientèle, qui passent de 102.343 millions FDJ en 2017 à 113.362 millions FDJ en 2018 a amorti la contraction des emplois des banques en activité.

Les établissements de crédit ont poursuivi leur politique de proximité de la clientèle avec l'ouverture de nouvelles agences dans la capitale et dans les régions de l'intérieur.

La rubrique « divers » qui regroupe les opérations diverses et les opérations de la caisse ont progressé d'une manière significative à plus 80% d'une année à l'autre.

<b>Emplois des banques en activité, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Opérations interbancaires	198.916	242.470	206.885	-14,7%
Créances sur le Trésor & BCD	31.110	51.955	33.255	-36,0%
Crédits à la clientèle	93.079	102.343	113.362	10,8%
Immobilisations	8.562	9.377	11.737	25,2%
Divers	29.954	31.972	57.671	80,4%
<b>Total</b>	<b>361.621</b>	<b>438.117</b>	<b>422.910</b>	<b>-3,5%</b>

Source : BCD

### 2-2-2 Les ressources

Après la croissance exceptionnelle des ressources de la clientèle en 2017, l'encours global des dépôts bancaires, composante la plus significative de la structure bilancielle des établissements de crédit, a enregistré une baisse de 6%, passant de 358.121 millions FDJ en 2017 à 336.647 millions FDJ en 2018, soit un recul en volume de 21.474 millions FDJ.

Les établissements de crédit ont continué à renforcer les niveaux de leurs capitaux propres (+2.819 millions FDJ entre décembre 2017 et décembre 2018), en raison de la bonne

performance réalisée par le secteur bancaire d'une part, et du respect du cadre réglementaire national, d'autre part.

Les dépôts du Trésor et ceux des banques correspondantes étrangers ont, respectivement, marqué un repli de 37% et de 35%, au terme de l'année 2018.

Le Poste « Divers », constitué principalement par des engagements divers, a marqué une hausse significative de près de 90% à la fin de l'année 2018.

Le ratio « fonds propres/Total des Dépôts » s'est établi à 11,2% en 2018, soit une amélioration de 1,5%, comparativement à son niveau (9,73%) de décembre 2017.

<b>Ressources des banques en activité, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. en % 2018/17</b>
Dépôts du Trésor	2.657	2.872	1.824	-36,5%
Opérations interbancaires	29.610	26.743	17.421	-34,9%
Dépôts de la clientèle	284.600	358.121	336.647	-6,0%
Fonds propres	29.850	34.872	37.691	8,1%
Divers	14.904	15.452	29.328	89,8%
<b>Total</b>	<b>361.621</b>	<b>438.117</b>	<b>422.911</b>	<b>-3,5%</b>

Source : BCD

### **2-2-3 Les dépôts selon la nature**

A l'exception des dépôts sur livrets qui ont conservé un niveau relativement stable entre décembre 2017 et décembre 2018, les autres formes de dépôts ont connu un repli significatif et selon des proportions différentes.

Constituant 69% du total des ressources collectées auprès de la clientèle, les ressources à vue se sont établies à 231.537 millions FDJ en 2018, contre 248.060 millions FDJ en 2017, soit un recul de l'ordre de 6,7% sur la période sous revue.

<b>Dépôts auprès des banques selon la nature, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Comptes à vue	190.996	248.060	231.537	-6,7%
Comptes sur livrets	32.272	39.988	40.085	0,2%
Comptes à terme	56.293	64.465	59.808	-7,2%
Bons de caisse	5.040	5.608	5.218	-7,0%
<b>Total</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>336.648</b>	<b>-6,0%</b>

Source : BCD

Les ressources à terme et les bons de caisse ont, respectivement, enregistré une baisse de 7,2% et de 7% d'une année à l'autre.

#### **2-2-4 Les dépôts selon les devises et les différentes catégories de déposants**

Les dépôts selon la catégorie des déposants sont dominés par ceux des entreprises privées, lesquels ont représenté 43,6% du total. En termes d'évolution, les dépôts des sociétés et entreprises individuelles ont noté une baisse significative de 15% entre décembre 2017 et décembre 2018, tirant ainsi à la baisse l'encours global des dépôts. La rubrique « divers », composée notamment des dépôts des organisations non gouvernementales, des associations et ceux des ambassades, a également montré une contraction en volume de 1.549 millions FDJ entre décembre 2017 et décembre 2018.

En revanche, les dépôts des particuliers et des entreprises publiques ont, respectivement, progressé de 4% et de 3,3% sur la période observée.

<b>Dépôts auprès des banques par catégorie de déposants, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Entreprises et Ets publics	36.688	44.006	45.456	3,3%
Sociétés et entreprises individuelles	123.059	172.461	146.850	-14,9%
Particuliers	95.782	106.355	110.592	4,0%
Divers	29.071	35.299	33.750	-4,4%
<b>Total</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>336.648</b>	<b>-6,0%</b>

Source : BCD

Représentant 54,4% du total des dépôts de la clientèle, les dépôts libellés en Francs Djibouti ont retrouvé leur prédominance par rapport aux dépôts libellés en Dollars US, qui se sont retrouvés à 38,4% du total des dépôts après avoir atteint 47,5% en 2017.

Le recul significatif de l'encours des dépôts libellés en Dollars des Etats-Unis de l'ordre de 40.762 millions FDJ entre décembre 2017 et décembre 2018, s'explique par l'investissement dans les projets portuaires avec notamment, la mise en place de la plus grande zone franche internationale de Djibouti en juillet 2018.

S'établissant à 7,1% du total des ressources collectées, les dépôts libellés en Autres devises ont légèrement progressé de 1,5%, se situant à 23.924 millions FDJ en 2018 contre 23.568 millions FDJ en 2017.

<b>Dépôts auprès des banques selon les devises, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Francs Djibouti	153.064	164.381	183.313	11,5%
Dollars US	106.468	170.172	129.410	-24,0%
Autres devises	25.068	23.568	23.924	1,5%
<b>Total</b>	<b>284.600</b>	<b>358.121</b>	<b>336.647</b>	<b>-6,0%</b>

Source : BCD

### **2-2-5 L'évolution de la rémunération des dépôts**

En 2018, la rémunération proposée par les établissements de crédit concernant les dépôts sur livrets est restée inchangé, à la fois pour les particuliers (0,77%) et pour les entreprises privées et entrepreneurs individuels (0,75%).

Cependant, la rémunération offerte par les banques de la place sur les bons de caisse a été plus avantageuse, aussi bien pour les particuliers (0,82% en 2018 contre 0,75% en 2017) que pour les professionnels (0,89% en 2018 contre 0,75% en 2017).

Cette baisse des rémunérations a été compensée par la hausse des taux offerts sur les dépôts à terme des particuliers (+0,15%) entre décembre 2017 et décembre 2018.

### **III – LES CONCOURS BANCAIRES**

Au terme de l'année 2018, l'encours global des crédits à l'économie s'est établi à 146.945 millions FDJ contre 135.820 millions FDJ en 2017, soit une augmentation de 8,2% par rapport à l'année précédente. Rapporté au PIB, le crédit à l'économie n'a représenté que 27,3% en 2018 contre 27,6% en 2017.

Ce ratio de crédit par rapport au PIB demeure relativement faible et s'explique par la persistance des facteurs structurels qui freinent le potentiel de développement du secteur financier. Il s'agit, d'une part, du faible accès aux services financiers de la population adulte et, d'autre part, des coûts d'exploitation et d'octroi de crédits relativement élevés des banques.

Le crédit à décaissement s'est établi à 113.363 millions FDJ en 2018, soit 77,1% du total contre 75,3% en 2017. La différence concerne le crédit d'engagement (33.582 millions FDJ en 2018 contre 33.476 millions FDJ un an auparavant).

L'augmentation du crédit à décaissement a concerné essentiellement les crédits à court et à long terme qui ont progressé respectivement de 10 milliards FDJ et de 1,2 milliards en 2018.

La progression des crédits à court terme et à long terme a été soutenue principalement par les comptes ordinaires débiteurs et par les crédits immobiliers. Les premiers ont vu leurs encours s'élargir de 2,8 milliards FDJ et les seconds de près de 5 milliards FDJ.

L'encours des créances en contentieux se sont alourdies de 8.176 millions FDJ en 2018, dégradant ainsi la qualité du portefeuille des établissements de crédit. Leur part dans le total des crédits correspondants est estimé à 18,8%, contre 16,3% un an auparavant.

### 3-1 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DUREE

Suivant la maturité, le crédit à décaissement accordé aux entreprises et aux ménages est resté dominé par celui à court terme, lequel s'est accru de 19,7% par rapport à l'année précédente, s'établissant à 61.070 millions FDJ et représentant 53,8% du total en 2018, contre 49,9% en 2017. Cette prépondérance du crédit à court terme s'explique par l'aversion des banques aux risques élevés auxquels sont liés les prêts à moyen et long termes.

Les crédits à moyen terme ont conservé un niveau quasi stable d'une année à l'autre, s'établissant à 25.530 millions FDJ en 2018 contre 25.714 millions FDJ en 2017. Par contre, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a enregistré un recul, se situant à 22,5% en 2018 contre 25,1% un an auparavant.

<b>Évolution des engagements selon la durée, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var 2018/17</b>
Crédits à court terme	51.771	51.034	61.070	19,7%
Crédits à moyen et long terme	41.308	51.310	52.293	1,9%
<b>Total bilan</b>	<b>93.079</b>	<b>102.344</b>	<b>113.363</b>	<b>10,8%</b>
Hors Bilan	28.282	33.476	33.582	0,3%
<b>Total Général</b>	<b>121.361</b>	<b>135.820</b>	<b>146.945</b>	<b>8,2%</b>

Source : BCD

Les financements à long terme (26.763 millions FDJ en 2018, contre 25.596 millions FDJ une année auparavant) ont poursuivi leur progression, expliquée par la hausse conjointe des crédits à l'équipement (+971 millions FDJ) et des crédits immobiliers (+4.838 millions FDJ), entre décembre 2017 et décembre 2018.

### 3-2 REPARTITION DES CONCOURS BANCAIRES SELON LA DEVISE ET LES BENEFICIAIRES

La structure des crédits accordés à l'économie en Francs Djibouti est demeurée la plus importante, atteignant 65.839 millions FDJ en décembre 2018, après avoir atteint 64.616 millions FDJ l'exercice précédent, soit une hausse annuelle de 1,9%.

En termes de proportion, les crédits libellés en monnaie nationale ont représenté 66,9% en 2018, soit un regain de 3,8% dans l'encours global des crédits.

<b>Evolution des engagements globaux selon les devises, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Francs Djibouti	67.170	64.616	65.839	1,9%
Dollars US	24.554	37.370	47.079	26,0%
Autres devises	1.355	358	443	23,7%
<b>Total</b>	<b>93.079</b>	<b>102.344</b>	<b>113.361</b>	<b>10,8%</b>

Source : BCD

Les concours bancaires libellés en Dollars US et en « autres devises » ont respectivement marqué une amélioration de 26% et de 23,7% entre décembre 2017 et décembre 2018.

<b>Evolution des engagements par agent économique, 2016-2018</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
<b>Agents économiques</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Entreprises et Ets publics	12.639	17.283	21.677	25,4%
Stés et entrep. individuels	76.050	88.028	94.371	7,2%
Particuliers	21.186	22.045	22.627	2,6%
Divers	11.486	8.463	8.270	-2,3%
<b>Total</b>	<b>121.361</b>	<b>135.820</b>	<b>146.945</b>	<b>8,2%</b>

Source : BCD

Par catégorie de bénéficiaires, l'accélération des crédits à l'économie s'explique principalement par le renforcement de 7,2% du taux d'évolution de l'encours des crédits aux entreprises privées. En effet, les entreprises privées ont bénéficié de 6.343 millions FDJ de nouveaux crédits, avec un encours se situant à 94.371 millions FDJ en décembre 2018 contre 88.028 millions FDJ en décembre 2017.

L'accélération du rythme de progression de l'encours des crédits accordés aux entreprises publiques (+25,4% en 2018 contre +36,7% en 2017) s'explique par la hausse des concours

relatifs principalement au secteur de l'habitat et des télécommunications. Aussi, leur part dans le total des engagements est passé de 12,7% à 14,7% sur la période observée.

Par contre, les agents économiques répertoriés dans la rubrique « divers » ont remboursé, en net, 193 millions FDJ courant 2018.

### 3-3 EVOLUTION DU COUT DU CREDIT

Les taux moyen globaux des crédits accordés par les banques ont fluctué au cours de l'année 2018. Toutefois, une tendance baissière des taux pour les particuliers a été constatée (9,87% en 2018 contre 10,27% un an auparavant), tandis que les taux moyens chargés sur les professionnels ont très légèrement augmenté passant de 10,25% en 2017 à 10,28% en 2018.

- Les particuliers

La baisse des conditions moyennes pratiquées sur les particuliers a continué durant l'année 2018 et concerne principalement les taux servis sur les découverts (12,51% en 2018 contre 13,26% en 2017) et les taux appliqués sur les crédits immobiliers (7,75% en 2018 contre 8,33% en 2017).

Cependant, les taux sur les crédits au personnel ont noté une légère augmentation de +0,12% entre décembre 2017 et décembre 2018.

- Les entreprises et entrepreneurs privés

A l'exception des taux servis sur les crédits à moyen et à long terme qui ont connu une baisse de 0,16% passant de 11,21% en 2017 à 11,05% en 2018, les entreprises et entrepreneurs privés ont vu des conditions bancaires moins favorables concernant les découverts (9,67% en 2018 contre 9,45% en 2017) et les crédits à court terme (10,12% en 2018 contre 10,10% en 2017).

Les taux appliqués sur « l'escompte » sont restés constants tout au long de l'année sous revue.

## CHAPITRE –III- LE SECTEUR EXTERIEUR

### I– LA BALANCE DES PAIEMENTS

#### 1-1 LE COMPTE COURANT

A la fin de l'année 2018, le solde du compte courant de la République de Djibouti, avec un excédent de 78 milliards FDJ, s'est amélioré comparativement à l'année 2017 où a été enregistré un déficit de 17,5 milliards FDJ. Cette performance est essentiellement les résultats de l'effet conjugué d'une amélioration des soldes de la balance commerciale (14,5 milliards de déficit, contre 73,5 milliards de déficit en 2017), de la balance des services (un excédent de 86,7 milliards FDJ en 2018, contre un excédent de 52,9 milliards FDJ en 2017), ainsi que des transferts courants (excédent de 5,9 milliards FDJ en 2018, contre 3 milliards FDJ dégagés en 2017).

Balance des paiements				<i>En millions FDJ</i>
	2016	2017	2018	Variation 2018/2017 en (%)
<b>Compte transactions courantes</b>	<b>-77.548</b>	<b>-17.505</b>	<b>78.201</b>	<b>-547</b>
<b>Biens</b>	<b>-105.674</b>	<b>-73.514</b>	<b>-14.510</b>	<b>-80</b>
Exportations, fab	307.834	561.954	625.779	11
Importations, fab	413.508	635.468	640.289	1
<b>Services et Revenus (net)</b>	<b>90.409</b>	<b>52.914</b>	<b>86.738</b>	<b>64</b>
Crédit	189.450	192.463	206.709	7
Débit	99.041	139.549	119.971	-14
<b>Transferts courants</b>	<b>10.689</b>	<b>3.095</b>	<b>5.973</b>	<b>93</b>
Administrations publiques	8.649	1145	4.879	326
Autres secteurs	2.040	1.950	1.094	-44
Autres	0	0	0	
<b>Compte de capital</b>	<b>6.020</b>	<b>4.643</b>	<b>12.361</b>	<b>166</b>
Transferts de capital	6.020	4.643	12.361	<b>166</b>
Administration publique	6.020	4.643	12.361	<b>166</b>
Transferts des migrants	0	0	0	
Acquisitions & cessions d'actifs non financiers, non produits	0	0	0	
<b>Compte des opérations financières</b>	<b>196.169</b>	<b>60.858</b>	<b>73.922</b>	<b>21</b>
Investissements directs	28.435	29.324	30.213	3
Investissements de portefeuille	0	0	0	
Autres investissements	175.299	59.805	23.807	-60
Avoirs de réserves	-7.565	-28.271	19.903	-170
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>197.613</b>	<b>47.977</b>	<b>164.834</b>	<b>244</b>

Source : Banque Centrale de Djibouti

En termes de projection, le solde du compte courant sous-jacent devrait s'améliorer à moyen terme. La croissance des importations devrait diminuer progressivement pour atteindre environ 4,5% par an à la fin des grands projets d'investissement publics. Avec la nouvelle infrastructure logistique en place, la République de Djibouti devrait tirer parti de

la croissance rapide de l’Ethiopie. Dans ce contexte, la croissance des exportations, tirée par la croissance rapide des exportations de services, devrait continuer à progresser, et passer de 5% à 7% par an à moyen terme dans l’ensemble, cela contribuerait à ramener le solde du compte courant à 2,5% du PIB en 2024.

<b>Compte des transactions courantes</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variation 2018/2017 en (%)</b>
Biens	-105.674	-73.514	-14.510	-80,3
Services	65.199	31.108	68.805	121,2
Revenus	25.210	21.806	17.933	-17,8
Transferts courants	10.689	3.095	5.973	93,0
<b>Total balance courante</b>	<b>-4.576</b>	<b>-17.505</b>	<b>78.201</b>	<b>-546,7</b>
Taux de couverture	92,00%	94,40%	107,29%	-

Source : Banque Centrale de Djibouti

## 1-2 LA BALANCE COMMERCIALE

Avec un déficit de 14.510 millions FDJ, le solde des échanges de biens par rapport au reste du monde s’est amélioré de 59.004 millions FDJ courant l’année 2018. Cette amélioration est imputable à l’importante progression (11,4%) des exportations de biens, dont 88% correspond aux biens réexportés, qui a contrebalancé la hausse (0,8%) des produits importés.

<b>Balance des biens</b>				
<i>En millions FDJ</i>				
	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Variation 18/17 en (%)</b>
Exportations, fab	307.834	561.954	625.779	<b>11</b>
Dont réexportation	259.186	487.193	550.451	<b>13</b>
Importations, fab	413.508	635.468	640.289	<b>0,8</b>
<b>Balance commerciale</b>	<b>-105.674</b>	<b>-73.514</b>	<b>-14.510</b>	<b>-80</b>

Source : Banque Centrale de Djibouti

La bonne tenue des exportations résulte essentiellement des recettes tirées sur les ventes de produits auprès des navires étrangers accostant au port de Djibouti, les produits halieutiques vendus à l’étranger et des produits semi-transformés en république de Djibouti.

La Direction de la statistique et des études économiques (DISED) a récemment procédé à la révision des statistiques du commerce extérieur avec le passage de la méthodologie du commerce spécial à la méthodologie du commerce général.

Le système du commerce spécial, au sens strict, retrace seulement les mouvements des biens qui entrent dans la zone de libre circulation.

Les changements consécutifs du passage au commerce général et la prise en compte des services rendus dans les ports et dans les zones franches ont eu des effets considérables

sur la balance commerciale et le solde du compte courant. Ce dernier a connu un surplus en 2014, 2015 et 2018.

La couverture des réserves internationales est globalement conforme au repère des pays à faible revenu. Ainsi, la couverture des réserves, qui représente actuellement environ 3,2 mois des importations de l'année prochaine à l'exclusion des réexportations, est alignée avec le seuil optimal des pays à faible revenu (3,4 mois d'importations).

### 1-3 LA BALANCE DES SERVICES

S'établissant à 68.805 millions FDJ en 2018, contre 31.113 millions de FDJ en 2017, le solde excédentaire des services a plus que doublé avec une croissance en volume de 37.692 millions FDJ, d'une année à l'autre. L'amélioration du solde des services s'explique par la hausse du solde de toutes ses composantes, en particulier les services destinés à l'exportation des services de transports, qui passent d'un déficit de 14.792 millions FDJ à un excédent de 10.177 millions FDJ en 2018, soit un accroissement en volume de près de 25.000 milliards FDJ.

Solde des échanges de services				<i>En millions FDJ</i>
	2016	2017	2018	Var. 2018/17 en (%)
Transports	19.818	-14.792	10.177	-169
Voyages	2.686	1.490	6.155	313
Communications	12.136	13.760	15.502	13
Services d'assurance	-5.226	-4.712	-3.782	-20
Autres services	-110	-750	-79	-89
Administrations publiques	35.895	36.113	40.832	13
<b>Total</b>	<b>65.199</b>	<b>31.109</b>	<b>68.805</b>	<b>121</b>

Source : Banque Centrale de Djibouti

Le solde des « Voyages » a totalisé un montant de 6.155 millions FDJ en 2018, en hausse en volume de 4.665 millions FDJ par rapport à 2017. Cette tendance haussière est imputable à l'augmentation des sommes dépensées par les non-résidents en république de Djibouti.

Le solde excédentaire des services de communications a également enregistré une hausse, passant de 13.760 millions FDJ à 15.502 millions FDJ entre 2017 et 2018. Cette évolution positive est liée aux recettes tirées sur les consommations de téléphone et d'internet des non-résidents installés à Djibouti.

Les services des administrations publiques représentent les dépenses de consommation des différents contingents militaires étrangers, des ambassades et organisations internationales installés à Djibouti et des pensions de retraites payées par la France aux veuves résidentes des anciens combattants. A la fin décembre 2018, cette rubrique a enregistré un montant excédentaire de 40.832 millions FDJ, contre 36.113 millions FDJ en 2017, soit un accroissement de 13%.

#### 1-4 LA BALANCE DES REVENUS

Les revenus comprennent d'une part, les revenus du travail et, d'autre part, les revenus de capitaux. Ces derniers englobent les produits des investissements directs, des investissements de portefeuille et des autres placements.

Le surplus généré par le revenu du travail qui provient des salaires versés aux résidents locaux par les organismes internationaux et les représentations diplomatiques a connu une hausse de 15,8%, passant de 7.344 millions FDJ en 2017 à 8.503 millions FDJ en 2018.

En revanche, l'excédent des revenus des investissements a noté un recul en volume de 5.032 millions FDJ en 2018, contre une baisse de 3.597 millions FDJ en 2017, imputable essentiellement à la hausse des paiements des intérêts de la dette extérieure des établissements publics et de l'administration centrale auprès de leurs créanciers respectifs.

Solde des revenus				En millions FDJ
	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Rémunération des salariés	7.151	7.344	8.503	+1.159
Revenus des investissements	18.059	14.462	9.430	-5.032
<b>Total</b>	<b>25.210</b>	<b>21.806</b>	<b>17.933</b>	<b>-3.873</b>

Source : BCD

#### 1-5 LA BALANCE DES TRANSFERTS

Le solde des transferts courants a totalisé un montant 5.973 millions FDJ en 2018 contre 3.095 millions FDJ en 2017, soit une hausse de 2.878 millions FDJ d'une année à l'autre. Cette situation s'explique principalement par l'effet conjugué du repli du solde du poste « autres secteurs » de 856 millions FDJ et la hausse de 3.734 millions FDJ du poste « administrations publiques ».

Transferts courants				En millions FDJ
	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Administrations publiques	8.667	1.145	4.879	+3.734
Autres secteurs	2.040	1.950	1.094	-856
<b>Total</b>	<b>10.707</b>	<b>3.095</b>	<b>5.973</b>	<b>+2.878</b>

Source : BCD

#### 1-6 LE COMPTE DE CAPITAL

En 2018, le compte de capital a enregistré un excédent de 12.361 millions FDJ, après 4.643 millions FDJ enregistrés en 2017, soit une amélioration de 166%. La progression de ce solde s'explique par les importants montants de dons reçus des différents bailleurs de fonds étrangers (+8.068 millions FDJ).

## 1-7 LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le compte financier retrace les opérations de transferts d'actifs financiers entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents. Il s'agit de crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et, de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents de Djibouti et non-résidents.

Les mouvements de capitaux entre résidents et non-résidents ont enregistré des entrées nettes de 73.922 millions FDJ en 2018, contre 60.858 millions FDJ l'année précédente. La légère hausse des investissements directs étrangers, ainsi que l'augmentation significative des avoirs de réserves expliquent l'accroissement de 13.039 millions FDJ du solde excédentaire du compte financier.

Le flux net des « autres investissements » est passé de 59.805 millions FDJ en 2017 à 23.807 millions FDJ en 2018, soit un repli en volume de 35.998 millions FDJ.

Compte d'opérations financières				<i>En millions FDJ</i>
	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Investissements directs	28.435	29.324	30.313	+779
Investissements de portefeuille	0	0	0	0
Autres investissements	175.299	59.805	23.807	-35.998
Avoirs de réserves	-7.565	-28.271	19.903	+48.174
<b>Total opérations financières</b>	<b>197.613</b>	<b>60.858</b>	<b>73.922</b>	<b>+13.039</b>

Source: BCD

En ce qui concerne les investissements directs étrangers entrants à Djibouti, ils ont sensiblement haussé de 3,1%, passant de 29.324 millions FDJ en 2017 à 30.313 millions FDJ en 2018. Cet afflux des capitaux étrangers confirme les opportunités qu'offre notre économie, notamment dans les secteurs financiers, les transports et la logistique.

## II- LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE

La Position Extérieure Globale (PEG) de la République de Djibouti s'est détérioré entre 2016 et 2018. Celle-ci est passé de -275.954 millions FDJ (59% du PIB) en 2016 à -381.391 millions FDJ (73% du PIB) en 2018. Il convient de noter au passage que la République de Djibouti n'est pas vulnérable aux changements soudains du comportement des marchés financiers, compte tenu de l'absence d'investissement de portefeuille.

Cette forte dégradation du déficit de la position nette résulte de l'augmentation du déficit de l'ordre de 21% du poste « *autres investissements* », de l'accroissement de 12,1% du déficit du poste « *investissements directs étrangers* » et enfin du creusement du déficit des avoirs de réserves de 20,3%.

Position extérieure globale				En millions FDJ
Composantes	2016	2017	2018	Var. 2018/17 en %
<b>Investissements directs</b>	<b>-220.095</b>	<b>-249.419</b>	<b>-279.632</b>	<b>12,1</b>
Avoirs	0	0	0	
Engagements	-220.095	-249.419	-279.632	12,1
<b>Autres investissements</b>	<b>-126.591</b>	<b>-149.029</b>	<b>-180.715</b>	<b>21,2</b>
<b>Avoirs</b>	<b>208.463</b>	<b>252.829</b>	<b>237.645</b>	<b>-6</b>
- Prêts	2.366	3.580	2.345	-34,5
- Monnaies et dépôts	206.097	249.249	235.300	-5,6
<b>Engagements</b>	<b>386.707</b>	<b>401.858</b>	<b>408.436</b>	<b>4</b>
- Prêts	294.263	353.945	380.259	7
- Monnaies et dépôts	40.791	47.913	38.101	-20,5
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>70.765</b>	<b>99.036</b>	<b>78.956</b>	<b>-20,3</b>
<b>Position nette</b>	<b>-275.954</b>	<b>-299.412</b>	<b>-381.391</b>	<b>27,4</b>

Source : BCD

Les investissements directs étrangers injectés dans l'économie nationale se sont significativement accrus, passant de 249.419 millions FDJ en 2017 à 279.632 millions FDJ en 2018. Contribuant à la progression de l'endettement net des résidents vis-à-vis de l'étranger, cette variation provient des flux nets enregistrés au niveau de la balance des paiements. L'augmentation de l'IDE devrait compenser l'augmentation des amortissements sur prêts extérieurs et, de surcroît, renforcerait les réserves internationales d'environ 13 millions USD par an.

Première composante en termes d'avoir et d'engagements de la Position Extérieure Globale, la rubrique des « Autres investissements » fait apparaître, courant l'année sous

revue, une position nette débitrice de 180.715 millions FDJ en augmentation de 21,2% par rapport à 2017. Les engagements de cette rubrique se sont établis à 408.436 millions FDJ en 2018, en progression annuelle de 4%. En dépit de la baisse des engagements extérieurs du système bancaire résident, cette situation résulte de la hausse de l'encours des prêts extérieurs des autorités monétaires (notamment ceux contractés auprès du FMI) et du stock de la dette extérieure des entreprises publiques et de l'administration centrale.

De leur côté, les avoirs extérieurs de cette même rubrique, qui ont totalisé un montant de 237.645 millions FDJ, ont baissé de 6,0% courant cette même période.

Pour leur part, les avoirs de réserves ont dégagé à la fin de l'année 2018 une position créditrice nette de 78.956 millions FDJ, en baisse de 20.080 millions FDJ par rapport à leur niveau de 2017.

### III- LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE

#### 3-1 L'ENCOURS DE LA DETTE

Au terme de l'année 2018, le stock de la dette extérieure globale s'est monté à 376.328 millions FDJ, contre 349.470 millions FDJ en 2017, soit une augmentation de 7,7%. L'accroissement de l'encours global de la dette est amputable, tant au niveau de la dette extérieure de l'Etat (+6,3%), que l'endettement des entreprises publiques (+8,2%) durant la période sous revue.

<b>Evolution de la dette extérieure et à garantie publique par type de coopération</b>					
<i>En millions FDJ</i>					
	<b>2017</b>		<b>2018</b>		<b>Var. 2018/17 en %</b>
<b>Désignation</b>	<b>Montant</b>	<b>Montant</b>	<b>Montant</b>	<b>Part en %</b>	
<b>Etat</b>	<b>99.318</b>	<b>100</b>	<b>105.573</b>	<b>100</b>	<b>6,3</b>
Coopération bilatérale	39.798	40	44.941	42,7	12,9
Coopération multilatérale	59.520	60	60.632	57,6	1,9
<b>Entreprises publiques</b>	<b>250.152</b>	<b>100</b>	<b>270.755</b>	<b>100</b>	<b>8,2</b>
Coopération bilatérale	213.494	85,3	231.495	85,6	8,4
Coopération multilatérale	36.658	14,7	39.260	14,5	7,1
<b>Encours total</b>	<b>349.470</b>	<b>100</b>	<b>376.328</b>	<b>100</b>	<b>7,7</b>
Coopération bilatérale	253.292	72,5	276.436	73,6	9,1
Coopération multilatérale	96.178	27,5	99.892	26,6	3,9

Source : Direction de la Dette, Ministère du Budget

En termes de structure, la dette extérieure du pays s'est profondément transformée et on observe une prédominance des fonds prêtés par les bailleurs bilatéraux. En effet, l'encours de la dette des créanciers bilatéraux a connu une augmentation significative de 9,1%, passant de 253.292 millions FDJ en 2017 à 276.436 millions FDJ en 2018. Cette progression s'explique essentiellement par la hausse de l'encours de la dette contractée

par les entreprises publiques, à hauteur de 18.000 millions FDJ entre décembre 2017 et décembre 2018. La dette bilatérale de l'état a, de son côté, augmenté légèrement de 5.143 millions FDJ, d'une année à l'autre.

Les principaux bailleurs de fonds bilatéraux du pays sont essentiellement la Chine avec un poids de (97%), le Fonds Saoudien de Développement (2%), et Abu Dhabi (1%).

Le stock des créanciers multilatéraux, pour sa part, a enregistré une légère augmentation de 3,9%, en se situant à 99.892 millions FDJ en 2018, contre 96.178 millions FDJ un an auparavant, expliquée essentiellement par la dette contractée par les entreprises publiques sur la période.

En termes de volume, les principaux créanciers multilatéraux du pays sont le FADES avec un poids de (32,5%), l'IDA (26,5%), la BAD (19%) et la BID (13,4%).

### 3-2 LE SERVICE DE LA DETTE

En 2018, les paiements effectués au titre du service de la dette extérieure, se sont situés à 17.445 millions FDJ, contre 12.742 millions FDJ en 2017, soit une augmentation de près de 37%.

<b>Composantes du service de la dette publique extérieure</b>				
	<i>En millions FDJ</i>			
	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17 en %</b>
<b>Intérêts</b>	<b>4.948</b>	<b>7.026</b>	<b>8.958</b>	<b>27,5</b>
Etat	3.807	5.075	6.332	24,8
Entreprises publiques	1.141	1.951	2.626	34,6
<b>Amortissements</b>	<b>5.626</b>	<b>5.716</b>	<b>8.477</b>	<b>48,3</b>
Etat	3.018	3.640	4.970	36,5
Entreprises publiques	2.608	2.076	3.507	68,9
<b>Service de la dette extérieure</b>	<b>10.574</b>	<b>12.742</b>	<b>17.445</b>	<b>36,9</b>

Source : Direction Dette Publique, Ministère du Budget

Les remboursements du principal ont totalisé un montant de 8.477 millions FDJ en 2018, en hausse significative de 48,3% par rapport à leur niveau de 2017. Aussi, les charges d'intérêts payées ont connu une progression importante de près de 28% au cours de la même période, s'établissant à 8.958 millions FDJ à fin 2018 contre 7.026 millions FDJ l'exercice précédent.

En 2018, les paiements effectués par les entreprises publiques, se sont chiffrés à 3.507 millions FDJ en amortissement et à 2.626 millions FDJ en intérêts, soit une hausse de, respectivement, de 69% et de 35%.

Les remboursements effectués par l'Etat, se sont situés à 4.970 millions FDJ en principal et 6.332 millions FDJ en intérêts, soit un accroissement respectif de 37% et de 25% par rapport à l'année 2017.

## TROISIEME PARTIE – LES ACTIVITES DE LA BANQUE CENTRALE

### I- LA GOUVERNANCE DE LA BANQUE CENTRALE

En application de la loi n°118/AN/11/6<sup>ème</sup> L portant Statuts de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), les organes de la Banque Centrale s'établissent comme suit :

#### 1-1 CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque Centrale, qui exerce ses fonctions régaliennes, conformément à l'article 39 des statuts arrêtant ses attributions. Il est composé du Gouverneur et de six administrateurs nommés par Décret Présidentiel, en fonction de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

En 2018, le Conseil d'administration de la Banque a tenu les réunions statutaires dont chaque assise a réuni le quorum nécessaire. Les réunions ont porté sur l'administration générale de la Banque, l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2018, les réalisations du budget 2018, du budget prévisionnel et rectificatif de 2019.

Le Conseil a ensuite examiné le rapport annuel de la Banque pour l'exercice 2018 avant sa publication, le rapport d'audit externe de l'année 2018 réalisé par le Cabinet Ernst & Young. Il a également passé en revue les principaux projets en cours à la Banque.

Il a pris connaissance du rapport d'activité des réunions du Comité d'Audit.

#### 1-2 DIRECTION

La direction est investie des pouvoirs les plus étendus d'administration, de décision et de contrôle. Le Gouverneur de la Banque Centrale de Djibouti, M. Ahmed Osman, en assure la gestion opérationnelle et fonctionnelle. Le Gouverneur préside le Conseil d'administration, prépare et met en œuvre ses décisions ; il nomme aux emplois de la BCD et la représente vis-à-vis des tiers.

La mise en œuvre des décisions de la Direction est appliquée par les Responsables des Services.

#### 1-3 ORGANES DE CONTROLE

Les organes de contrôle de la Banque Centrale sont :

- Comité d'audit ;
- Audit interne ;
- Contrôle interne ;
- Audit externe.

Le Comité d'audit est composé de trois membres du Conseil d'Administration. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil d'Administration dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

L'audit interne a été initié au sein de la Banque Centrale en avril 2017 pour renforcer les différents organes de contrôle. Son rôle consiste à assurer la réalisation des objectifs de la direction en adoptant une approche systématique et méthodique pour l'évaluation et

l'amélioration de l'efficacité des processus en matière de gouvernance. Il assiste le Comité d'Audit dans le cadre de leur responsabilité.

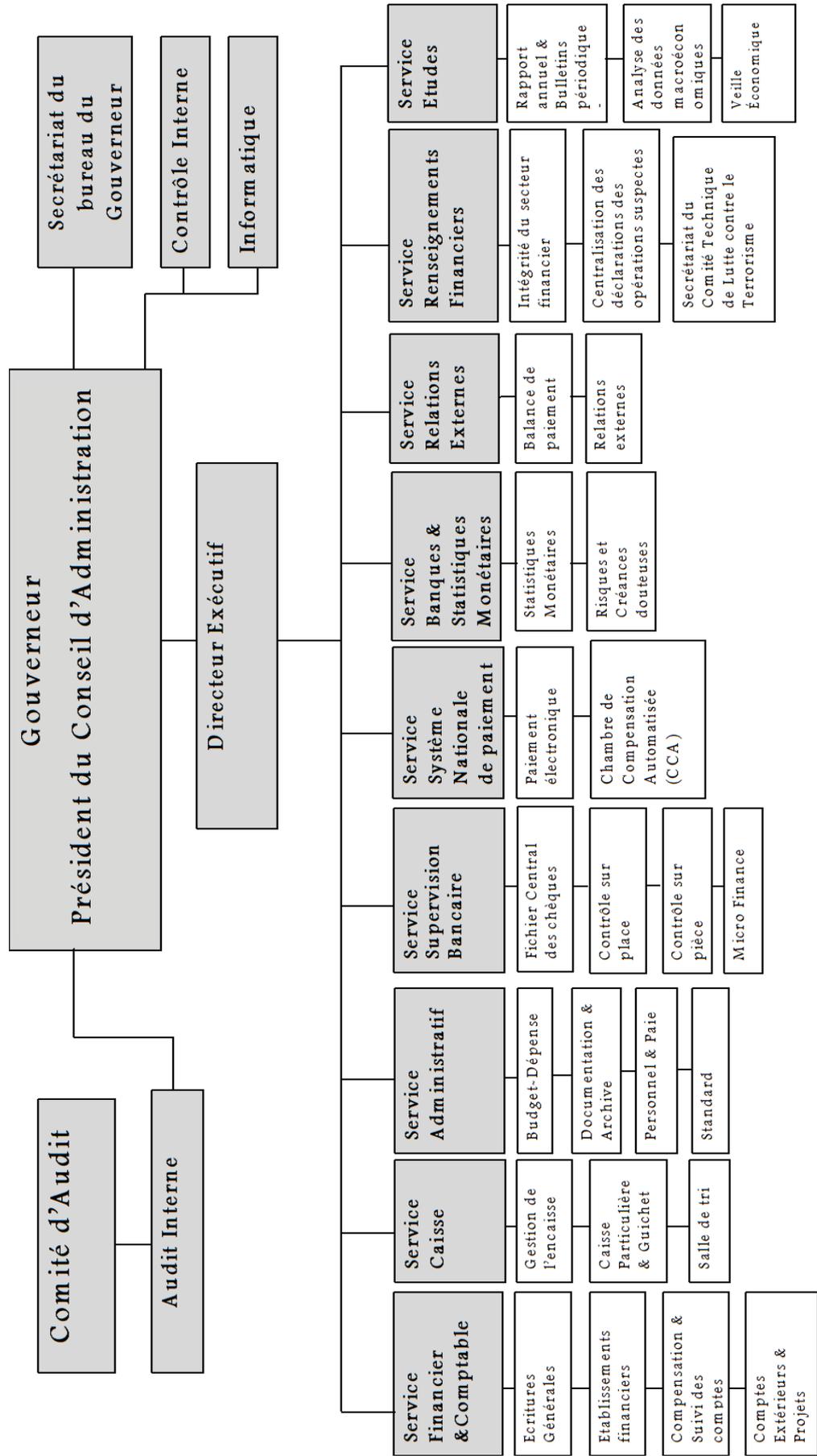
En 2018, le Comité d'Audit a tenu deux réunions. Les orientations retenues lors de ces réunions étaient d'épuiser les réflexions internes engagées sur le projet relatif au code de déontologie et la mise en œuvre des principales recommandations.

La Charte d'Audit Interne a été adoptée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 24 décembre 2018.

De leur côté, les contrôleurs ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux statuts de la Banque. Le dispositif de contrôle interne de la Banque se résume aux contrôles fiduciaires et comptables.

L'audit externe a été effectué par le Cabinet Ernst & Young. L'audit externe a concerné la situation financière au 31 décembre 2018, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

# ORGANIGRAMME DE LA BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI – 2018



## II- LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

### 2-1 EFFECTIF

En 2018, totalisant un effectif de 75 personnes, la Banque Centrale a recruté plusieurs cadres supérieurs pour renforcer son personnel. Ces recrutements permettraient à la BCD, d'une part, le renforcement des effectifs dans les différents services et, d'autre part, le remplacement des cadres ayant quitté la Banque.

Au mois d'avril de cette année, la création d'un service des systèmes et moyens de paiement (SNP) avec la nomination d'un responsable en charge de celui-ci ont été effectuées. Conformément à ses statuts et dans le cadre de la nouvelle réglementation en matière de paiement, la Banque Centrale s'est dotée de ce service qui aura pour principale mission de surveiller le système de paiement et des règlements et d'assurer la sécurité et l'efficacité des instruments de paiements électroniques.

Aussi, dans le souci d'assurer le renforcement des capacités et le développement des compétences de son personnel, la Banque Centrale continue ses efforts en matière de formation et de perfectionnement du personnel, à travers des séminaires et ateliers adaptés aux besoins des différents services organisés sur place et/ou à l'étranger.

Catégorie	2017			2018		
	H	F	Total	H	F	Total
Cadre supérieur	16	9	25	20	11	31
Cadre moyen	4	5	9	4	5	9
Agent	16	17	33	17	18	35
<b>Total</b>	<b>36</b>	<b>31</b>	<b>67</b>	<b>41</b>	<b>34</b>	<b>75</b>

Source : BCD

### 2-2 FORMATION PROFESSIONNELLE

Afin d'assurer le renforcement des capacités et le dynamisme de son personnel, la Banque Centrale poursuit son programme de formation et s'est donné le moyen de faire participer son personnel à des séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou à l'étranger dans divers domaines pour un meilleur perfectionnement.

Dans le cadre d'assistance technique, deux formations dont l'une portait sur le système de paiement et une autre concernant la supervision centrée sur l'évaluation des risques bancaires ont été dispensées par des experts de l'institut de la Banque de France (IBFI).

Un séminaire de formation de trois jours sur le redressement et la résolution des banques en difficulté a été animé par M. Hedi Jeddi de l'IBFI au sein de la Banque Centrale de Djibouti.

A l'étranger, des cadres de différents départements de la banque ont suivi les formations suivantes :

- ~ un cadre a participé à un séminaire sur la vulnérabilité extérieure organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à un séminaire sur l'évaluation du risque de crédit des entreprises non financières dans une banque centrale organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à une formation sur la comptabilité d'une banque centrale et gestion budgétaire organisée par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à une formation portant sur l'administration et maintient de l'infrastructure Windows Server 2012 organisée par Global Knowledge /Microsoft Partner Learning à Dubaï,
- ~ trois cadres ont participé à une formation sur la lutte contre le financement du terrorisme et blanchiment des capitaux au Kenya,
- ~ un cadre poursuit une formation de Master II dont les cours sont dispensés par le CEFEB à Marseille en France,
- ~ un cadre a participé à une formation sur la gestion des risques financiers et opérationnels organisée par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à une formation sur les indicateurs de solidité financière de l'Institut de formation pour l'Afrique du Fonds Monétaire International à Maurice,
- ~ un cadre a participé à un atelier interrégional sur la lutte contre le financement de l'extrémisme violent au Sahel et dans la Corne de l'Afrique organisé par l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime l'ONU/DC,
- ~ un cadre a participé à une formation sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme auprès du Trésor américain à Washington/USA,
- ~ un cadre a participé à une formation sur l'introduction à la réglementation des accords de Bâle II et III auprès du Centre de Formation du FMI pour l'Afrique à Ebène/Maurice,
- ~ deux cadres ont participé à une formation sur l'élaboration des comptes financiers de la balance des paiements organisés par le FMI à Douala/Cameroun,
- ~ un cadre a participé à une formation sur la transformation de banque centrale dans le cadre de la bonne gouvernance organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à un atelier portant sur la validation d'un manuel sur les risques systémiques organisé par l'Institut Monétaire du COMESA à Nairobi/Kenya,
- ~ un cadre a participé à une formation sur le stress testing sur les systèmes bancaires organisée par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ trois cadres ont participé à une formation sur la lutte contre l'extrémisme violent et la prévention au Botswana,

- ~ un cadre a participé à une formation portant sur la problématique actuelle de la supervision et de régulation organisée par l'institut du FMI au Koweït,
- ~ deux cadres ont participé à un atelier sur les statistiques des envois de fonds pour les Etats membres de l'union Africaine à l'institut du FMI aux Seychelles,
- ~ un cadre a participé à un atelier sur les statistiques de la balance de paiements organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à un atelier sur le cadre juridique et la réglementation du marché des transferts de fonds dans les Etats membres de l'Union Africaine à Dakar,
- ~ deux cadres ont effectué un séminaire sur la cyber sécurité en Jordanie dans le centre du METAC,
- ~ un cadre a participé à une formation sur l'intégration régionale du COMESA à Nairobi,
- ~ un cadre a participé à une formation sur l'analyse des politiques budgétaires à Washington,
- ~ Au centre du FMI Moyen Orient situé au Kuweit, un cadre a effectué un séminaire sur la programmation et les politiques financières,
- ~ un cadre a participé à un séminaire sur le stress testing organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ Deux cadres ont effectué un séminaire intitulé « current issues in banking supervision régulation (BRS) » au Kuweit dans le centre du FMI Moyen Orient,
- ~ un cadre a participé à un atelier intitulé « Experts juridiques et crises financières » organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a participé à une formation sur l'audit interne et contrôle interne organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a bénéficié d'une formation sur la compilation des statistiques de la Balance des paiements tenu à Abu-Dhabi par le FMI et le FMA,
- ~ un cadre a participé à un séminaire sur les modèles d'alerte précoce pour les banques en détresse financière à l'institut monétaire du Comesa à Nairobi,
- ~ un cadre a été à Libreville pour un séminaire sur les biens, services et revenu secondaire dans la balance des paiements aux pays, francophones,
- ~ un cadre a été au centre du FMI-METAC en Amman pour participer à un séminaire sur les statistiques de commerce international sur les biens et services,
- ~ un cadre a participé à une formation relative à la lutte contre le blanchiment des capitaux organisé par l'institut de la Banque de France à Paris,
- ~ un cadre a été au centre africain à Dakar pour participer à l'atelier sur le développement pratique relatif aux flux financiers illicites dans la lutte de financement contre le terrorisme.

### III- LA GESTION DU MATERIEL MONETAIRE

#### 3-1 LE MOUVEMENT GENERAL DU SERVICE CAISSE

Activités de la salle de tri, 2017-2018							
En milliers FDJ							
Billets	Nombre de coupures validées		Nombre de coupures annulées		Nombre de coupures triées		Taux de récupération
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	
500	-	-	-	-	-	-	-
1.000	168 000	151 000	81 000	91 000	248 000	242 000	62%
2.000	1 863 000	1 720 000	385 000	298 000	2 249 000	2 018 000	85%
5.000	9 207 000	9 126 000	1 915 000	1 095 000	11 122 000	10 221 000	89%
10.000	34 863 000	30 259 000	3 480 000	3 997 000	38 343 000	34 256 000	88%
<b>Total</b>	<b>46 101 000</b>	<b>41 256 000</b>	<b>5 861 000</b>	<b>5 481 000</b>	<b>51 962 000</b>	<b>46 737 000</b>	<b>88%</b>

Source : BCD

En matière de récupération, le billet de 5.000 FDJ conserve la meilleure place avec un taux de réutilisation de 89% en 2018.

Récupérés respectivement à 88% et 85%, les billets de 10.000 FDJ et de 2.000 FDJ sont en bon état, tandis que la coupure de 1.000 FDJ, avec un taux de récupération de 62%, demeure le billet le plus utilisé.

#### 3-2 Les billets émis

Billets émis neufs et valides, 2016-2018			
En nombre de paquets de 1.000 billets			
Coupures	2016	2017	2018
500 FDJ	0	0	0
1 000 FDJ	498	811	719
2 000 FDJ	1 449	1 305	1 317
5 000 FDJ	2 434	2 280	1 989
10 000 FDJ	3 642	3 984	4 117

Source : BCD

Le billet de 10.000 FDJ est le plus demandé par le public en 2018, avec une progression annuelle de 3,3%. La demande de billets de 5.000 FDJ et de 1.000 FDJ a connu une baisse de 12,7% et de 11,3%, respectivement, tandis que le billet de 2.000 FDJ a enregistré une légère progression (+0,9%) de sa demande, entre 2017 et 2018.

### IV- LA DIFFUSION DES STATISTIQUES MONETAIRES

Après avoir finalisé la réforme sur les statistiques monétaires conformément à la nouvelle méthodologie du FMI (manuel 2000), le Service Banques et Statistiques Monétaires a poursuivi en 2018 les réformes en matière du système d'information de crédit.

La Banque Centrale, avec l'appui technique de l'Agence Nationale des Systèmes d'Information de l'État a finalisé la mise en place d'un Registre des garanties, unifié sur le

plan géographique et consultable en ligne via le site Web de la Banque Centrale de Djibouti. Actuellement le système est pleinement opérationnel et est utilisé par l'ensemble des établissements financiers, les avocats et les notaires. À la date du 18 décembre 2018, 2.257 collatéraux sont enregistrés par les banques de la place répartis entre 156 pour les sociétés et 2.101 pour les individus.

Cette infrastructure financière est un élément fondamental de tout système financier. La qualité de cette infrastructure financière détermine l'efficacité de l'intermédiation, la capacité des prêteurs à évaluer le risque et des consommateurs à obtenir du crédit, une assurance et d'autres produits financiers de façon compétitive.

Parallèlement, la Banque Centrale a travaillé sur une série de documentations relatives au fonctionnement du Registre des suretés mobilières parmi lesquels un Guide d'utilisateur, un manuel des procédures internes ainsi qu'un dépliant pour mieux communiquer avec les parties prenantes du Registre des garanties. Les documents sont accessibles sur le site Web de la Banque Centrale de Djibouti.

Cette documentation vient compléter la loi n°001/AN/18/8<sup>ème</sup> L portant modification et complétant le code de Commerce promulgué par le Président de la République et l'instruction n°2018-02 sur les suretés mobilières du Gouverneur de la Banque Centrale qui décrit les modalités d'enregistrement et de gestion des suretés mobilières.

Des réunions d'information et de sensibilisation sont également prévus au profit de la communauté bancaire, des notaires et de toutes les parties prenantes pour expliquer le fonctionnement de l'application sur les suretés mobilières.

Une communication par le biais de la presse nationale écrite sur le Registre des suretés mobilières est également envisagée et viendra renforcer l'opérationnalisation de l'outil.

Concernant le Registre de crédit, le responsable a engagé en novembre 2018 une mission de vérification auprès des banques commerciales pour apprécier l'état d'avancement de la révision de leur système d'information conformément aux spécifications techniques recommandées par la Banque Centrale.

Aussi, le Service Banques et Statistiques Monétaires a bénéficié en décembre 2018 d'une mission d'assistance technique d'un expert de la Banque Mondiale pour la mise en place d'un registre de crédit en lien avec la réforme en cours de l'infrastructure nationale de l'information sur le crédit.

Comme à l'accoutumée, le Service Banques et Statistiques Monétaires a mené l'enquête annuelle sur l'accès aux services financiers de la Population adulte.

Le Chef du Service s'est rendu le 12-13 mars 2018 à la Banque d'Algérie afin d'échanger en matière d'information sur le crédit et de visiter le registre de crédit public. Des échanges d'expériences ont eu lieu tout au long de la journée entre la Direction de la Centrale des risques de la Banque d'Algérie et l'équipe Djiboutienne en charge du projet.

En termes de formation, le Chef de service a participé à un atelier sur les « modèles d'alertes précoces pour les banques en détresse financière » qui a eu lieu à Nairobi, Kenya du 01-05 octobre 2018.

Le Chef du Service a également participé à une formation sur l'implémentation d'un modèle de prévisions macroéconomiques qui a eu lieu du 22 au 24 octobre 2018 au Djibouti Palace Kempinski.

## V- LES ACTIVITES DU SERVICE COMPTABLE ET FINANCIER

Le Service Comptable et Financier est chargé de la comptabilité générale de la BCD et des comptes de tiers (comptes des banques commerciales, FMI, projets, etc.).

Il assure également la tenue des comptes de l'Etat, notamment celui du Trésor National et enregistre l'ensemble des opérations courantes, à savoir :

- les prélèvements des espèces destinés aux Comptables Publics,
- les encaissements des chèques détenus par le Trésor,
- les recouvrements des traites ou autres effets souscrits par/ou tirés sur les assujettis,
- l'acheminement des virements interbancaires émis en couverture de la dette publique intérieure (traitements des salaires, règlements des subventions et factures),
- l'exécution des transferts de fonds en direction de l'étranger (ambassades, bourses des étudiants à l'étranger, remboursement des dettes extérieures, etc.).

Par ailleurs, le Service Comptable et Financier est chargé de la gestion des réserves officielles de change, constituées par les contreparties de la monnaie en circulation, de ses engagements envers les tiers (Banques et Etat essentiellement) et de ses fonds propres.

Les avoirs à l'étranger sont ainsi conservés sous forme de dépôts à vue à la Banque de France, à la Citibank–New York et à la Federal Reserve Bank of New York, ainsi qu'à Natixis Paris et à la Crown Agent Bank – London.

Le tableau ci-dessous relate les différentes activités du Service au cours des deux dernières années :

<b>Activités du Service Comptable et Financier, 2017-2018</b>			
<i>En millions FDJ</i>			
	<b>2017</b>	<b>2018</b>	<b>Var. 2018/17</b>
Virements interbancaires	97.552	84.774	-13,1%
Transferts émis par le Trésor / Etat	26.494	17.198	-35,1%
Transferts reçus par le Trésor / Etat	53.471	42.103	-21,3%
Transferts émis par les Banques	196.224	191.669	-2,3%
Transferts reçus par les Banques	206.880	126.095	-39%
Compensation	295.444	258.308	-12,6%
Encaissement chèques Trésor/Etat	58.262	58.028	-0,4%
<b>TOTAL</b>	<b>934.327</b>	<b>778.175</b>	<b>-16,7%</b>

Source : BCD

Durant l'exercice 2018, les opérations traitées par le Service ont connu une baisse de 16,7% par rapport à 2017.

Tous les postes ont enregistré un recul durant la période sous revue. Les virements interbancaires et les transferts émis par les comptes du Trésor ont baissé, respectivement, de 13,1% et de 35,1%, les transferts reçus par les comptes du Trésor ont également régressé de 21,3% par rapport à 2017.

Il est constaté par ailleurs, une contraction des transferts émis par les Banques de 4,6 milliards FDJ par rapport à l'année dernière et une diminution à hauteur de 81 milliards FDJ des transferts reçus, sur la même période.

La chambre de compensation a aussi enregistré une baisse de son activité de l'ordre de 37 milliards FDJ en volume, les encaissements de chèques ont, pour leur part, reculé de 0,4% par rapport à 2017.

Depuis le début de l'exercice 2018, ont été ouverts des crédits documentaires à hauteur de 488 millions FDJ, principalement en faveur des Forces Armées Djiboutiennes (116 millions), du Ministère de l'Education Nationale – CRIPEN (108 millions), de la Direction de la Sécurité Nationale (107 millions), de la Police Nationale (88 millions), du Ministère de l'Equipement (44 millions), de l'Hôpital Général Peltier (14 millions) et de la Protection Civile (12 millions).

## **VI- LE SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS (SRF)**

### **6-1 ATTRIBUTION ET ORGANISATION**

Le Service de renseignements financiers est le service national en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme sur le territoire de la République de Djibouti. Il est chargé d'orienter l'action des autorités nationales et est le principal interlocuteur national en la matière. Il accompagne les entités déclarantes dans leur conformité avec les lois en leur proposant des avis et recommandations stratégiques.

### **6-2 DISPOSITIF LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

Le SRF a participé à l'élaboration de la circulaire n°2018-01 relative aux modalités de l'endossement des chèques mise en œuvre depuis le 1er août 2018. Cette circulaire limite l'endossement des chèques pour les particuliers et les entreprises et contribue à accroître la bancarisation tout en augmentant la traçabilité des flux financiers.

### **6-3 COOPERATION INTERNATIONALE**

#### **1- Le GAFIMOAN**

Le service de renseignements financiers a soumis sa candidature pour être membre du Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN). En date du 5 décembre 2017, le GAFIMOAN a tenu son Assemblée générale à Bahreïn et a adopté le statut de membre de la République de Djibouti.

Le SRF a pris part à la réunion plénière conjointe entre le GAFIMOAN et le GAFI qui s'est tenu à Paris en juin 2018. Cette réunion portait sur le renforcement de la coopération et l'efficacité des déclarations de soupçons. Elle a réuni pour la première fois des représentants du secteur privé qui ont apporté leurs expertises sur la gestion des flux financiers et l'efficacité des mécanismes de détection.

Cette réunion a également abordé les modalités de renforcer les réponses globales contre le financement du terrorisme à la suite de la réunion ministérielle de Paris en avril 2018. Le Bahreïn et l'Arabie Saoudite se sont soumis à l'exercice de l'évaluation mutuelle. Le GAFIMOAN a voté à l'unanimité l'adhésion de la Somalie au sein du GAFIMOAN en tant que membre à part entière après deux années en tant que membre observateur.

## 2- Les échanges d'information

En 2018, de nouveaux accords d'échange d'information ont été ratifiés avec la Tanzanie, l'Ethiopie et la Somalie.

## 3- Le groupe Egmont

Le service de renseignements financiers a effectué une demande d'adhésion au Groupe Egmont qui regroupe 151 services de renseignements financiers dans le monde. La demande est toujours en instance et la République Française s'est portée volontaire pour parrainer cette demande.

## 6-4 TRAITEMENT DES DONNEES

De nouvelles procédures d'analyse des données ont été mises en place afin d'ajuster de manière plus efficiente le fonctionnement du service avec les nouveaux logiciels de traitement des données récemment obtenues.

## 6-5 REUNIONS

- Le Service de Renseignements Financiers a organisé le 27 février 2018 conjointement avec l'ambassade américaine un atelier de travail sur les bonnes pratiques à l'endroit du secteur privé. Cet atelier a été l'occasion de discuter de la situation économique et financière nationale et des questions de correspondance bancaire.
- Le 5 avril 2018 s'est tenue une réunion du sous-comité de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Le 8 mai 2018, une rencontre a eu lieu entre les représentants LBC/FT des banques commerciales concernant la coopération internationale et les limites de l'endossement des chèques.
- Le 15 octobre 2018, une formation sur la LBC/FT a été organisée par l'Union Européenne.
- Du 28 au 29 décembre 2018, des formations sur le LBC/FT pour les banques et les représentants de gouvernement ont été organisées par le Global Center on Cooperative Security.

## 6-6 OBJECTIFS DU SERVICE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Les objectifs visés par le Service de Renseignements Financiers se déclinent, pour l'essentiel, comme suit :

- Augmenter le nombre de déclarations d'opération douteuses ;
- Accroître la pertinence des déclarations par la formation ;
- Améliorer et optimiser les analyses des déclarations ;
- Augmenter les accords de coopération nationale ;
- Organiser davantage d'activités de sensibilisation à l'endroit des assujettis ;

- Formaliser les échanges d'informations avec les pays avec lesquels les flux transactionnels sont les plus importants ;
- Mettre à jour les lois LBC/FT pour les conformer aux normes du GAFI ;
- Se préparer à une évaluation mutuelle du GAFIMOAN ;
- Préparer une évaluation des risques nationaux.

## 6-7 SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DU SRF

Résumé des activités du service de renseignements financiers compte tenu du plan triennal :

Plan d'action pour le SRF				
Lacunes	Mesures préconisées	Agenda	Parties	Statut
Structure propre du SRF	Revue des dispositions légales et réglementaires	2019-2020 Le plus tôt possible	Nationale	Partiellement achevé
	Allouer un espace et des ressources dédiés – recrutements supplémentaires (2 à 3 cadres)			Partiellement achevé
	Allouer un budget et des moyens propres au SRF			Non achevé
Absence d'adhésion aux groupes régionaux	Adhésion au GAFIMOAN	2017	Nationale	Achevé
Absence de formalisation des dossiers au parquet	Uniformisation des outils de diffusion	2018	Locale	Achevé
Standardiser le travail du SRF	Élaboration de procédures	2018	Locale	Achevé
Absence de système informatique propre	Mise en œuvre d'une Structure informatique spécifique	2015-2017	Nationale	Achevé
Adhérer au Groupe Egmont	Remplir les critères d'adhésion	2019-2020	Nationale	En cours
Renforcer la coopération	Signature d'accords d'échanges d'information avec d'autres cellules de renseignements financiers	2019	Internationale	En cours

## VII- LE SERVICE DES RELATIONS EXTERIEURES

Le Service des Relations Extérieures (SRE) fonctionne avec un effectif assez réduit. En plus du responsable, le SRE dispose d'un cadre supérieur et d'un agent. Sa mission première consiste la collecte, la compilation, l'analyse et la diffusion des statistiques de deux agrégats à savoir :

- La balance des paiements qui est un document statistique retraçant sous une forme comptable l'ensemble d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents de la République de Djibouti et les non-résidents au cours d'une période déterminé (mois, trimestre ou année). Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs, autres investissements et avoirs de réserve),
- La position extérieure globale qui retrace à une date déterminée (généralement l'année), l'ensemble des créances et des engagements des résidents vis-à-vis des non-résidents. Elle fournit ainsi des indications sur le montant et la structure du patrimoine financier des résidents en actifs étrangers et des non-résidents en actifs Djiboutiens.

En plus de sa mission principale, le SRE peut assister la direction de la banque sur toutes les questions d'ordre économiques et/ou monétaires. Il participe également à la rédaction du rapport annuel de la BCD.

Au terme de l'année 2018, le SRE a effectué les tâches suivantes :

- La collecte, la compilation et l'analyse de la balance des paiements du premier semestre 2018,
- La finalisation du projet de création d'un comité de validation des statistiques de balance de paiements, soumis pour approbation à la direction,
- La mise à jour et la transmission du rapport annuel 2017 sur les régimes et les restrictions de change de Djibouti au Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI,
- La confection et la mise à jour des statistiques du commerce des services de 2017,
- Dans le cadre de la politique de convergence macroéconomique des Etats membres du COMESA, la transmission des données définitives de l'année 2017.

Dans le cadre du projet financé par le Gouvernement Japonais pour améliorer les statistiques du secteur extérieur des pays francophones d'Afrique, le SRE a bénéficié d'une mission d'assistance technique du FMI qui a eu lieu du 07 au 11 octobre 2018.

L'objectif de cette mission consistait à évaluer les sources de données, le champ d'application et les techniques de compilation utilisées dans l'élaboration des statistiques du secteur extérieur. La mission a revu également le cadre institutionnel sous lequel sont élaborées ces statistiques, les ressources affectées au SRE ainsi que les pratiques de diffusion des statistiques du secteur extérieur. L'expert du FMI transmettra son rapport à la Banque Centrale, d'ici fin février 2019.

## VIII- LE SERVICE DE LA SUPERVISION BANCAIRE

La Banque Centrale de Djibouti a poursuivi les principales réformes du secteur financier pour réduire les vulnérabilités potentielles du secteur bancaire et élargir l'inclusion financière de la population.

- Évolution du cadre réglementaire

Dans le cadre de la convergence avec les 29 recommandations du Comité de Bâle pour un contrôle efficace, le département de la supervision a procédé à la poursuite des travaux d'actualisation des textes réglementaires. Avec l'appui de deux missions d'assistance technique du FMI, il a été procédé à la révision et à l'élaboration de textes réglementaires suivants :

- L'instruction sur les fonds propres a fait l'objet d'une révision : le poids potentiel des fonds propres complémentaires a été revu ainsi que les déductions à opérer sur les fonds propres de base et en particulier les encours sur les personnes apparentées.
- L'instruction sur les créances en souffrance a été remodelée : des profondes modifications ont été opérées notamment à la lumière des distorsions existant dans les règles de provisionnement adoptées par les banques de la place. L'obligation de procéder à une classification qualitative des créances en fonction des risques a été introduite.
- L'adoption d'une nouvelle instruction sur les personnes apparentées : adoption d'une définition précise des personnes apparentées et fixation des limites d'engagement autorisées ainsi que les modalités de déductions de tout ou partie de ces engagements des fonds propres de base.
- Une nouvelle instruction sur le gouvernement d'entreprise des établissements de crédits a été finalisée : introduction des dispositions sur les organes directeurs, leur composition et l'exercice de leurs responsabilités.
- Une nouvelle instruction sur la gestion des risques (de crédit et de concentration, interbancaires et de change) a été élaborée : il s'agit d'intégrer une fonction de gestion des risques au processus de prise de décisions à tous les niveaux de la structure organisationnelle.

Les projets de textes ont fait l'objet d'échanges et de discussions avec l'ensemble des banques pour recueillir leurs observations et anticiper les éventuelles difficultés dans leur mise en application. Une réunion de travail a été organisée fin septembre 2018 avec l'ensemble des dirigeants des banques à travers l'Association des établissements de crédits pour les sensibiliser sur les implications de ces textes sur la solidité de la place financière.

Des simulations sur les études d'impacts de ces textes, notamment les instructions sur les créances en souffrance et les règles de provisionnement, et sur relations avec les personnes apparentées, ont été menées par les chargés de dossiers sur leurs portefeuilles respectifs de banques. De plus, les questions liées à la conformité à la Charia des projets de textes réglementaires ont été intégrées après discussions avec les banques islamiques.

- Activités de supervision bancaire

Le département de la supervision bancaire a instruit en 2018 le dossier de rachat d'une banque par des promoteurs étrangers. Il a été procédé au traitement de la demande

d'agrément des dirigeants responsables de deux établissements, l'agrément ou le renouvellement de l'agrément de commissaires aux comptes, l'augmentation du capital d'une banque, la liquidation à l'amiable d'une banque, l'étude de plusieurs dérogations sur la limitation des risques individuels.

Le service de la supervision bancaire a intensifié courant 2018 les travaux de suivi périodique des établissements assujettis à travers des réunions régulières avec les dirigeants, les responsables des départements techniques et les contrôleurs internes.

Sur la base du travail d'analyse du contrôle permanent, le pôle de contrôle a mené en 2018 des missions d'inspection sur place auprès du Fonds de Développement Economique de Djibouti, de 5 auxiliaires financiers et de deux caisses de microfinance. Ces missions vont être complétées par des missions thématiques programmées courant 2019 qui permettront de s'assurer de l'effectivité des bonnes pratiques en matière de recouvrement et de discuter des provisions complémentaires requises des banques dans le cadre de la mise en vigueur de l'instruction sur les créances en souffrance.

Le département de la supervision a bénéficié du recrutement de nouveaux cadres en juillet 2018 qui ont bénéficié d'un programme intensif de formation interne. Les effectifs supplémentaires devraient à terme permettre de multiplier les missions de contrôle sur place dans les banques et les autres institutions financières assujettis aux textes en vigueur.

Le département de la supervision a participé au collège des superviseurs de la BMCE organisé en mai 2018 à Casablanca par la Bank Al-Maghrib. Ces réunions permettent des échanges d'information entre les superviseurs et les dirigeants des filiales du groupe BMCE.

Le service de la supervision a pris part en mai 2018 à la réunion du Comité directeur du METAC à Beyrouth et à la 28<sup>ème</sup> réunion plénière du MOANGAFI dans le domaine de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme tenue en novembre 2018.

La Banque Centrale de Djibouti a récemment sollicité l'appui de MCM pour procéder à un programme de revue de la stabilité du secteur financier (FSSR) programmé courant 2019. Ce programme devrait permettre de faire un diagnostic complet du secteur financier et de préparer un plan d'actions pluriannuel en matière d'assistance technique. La première mission préparatoire des services du FMI est prévue en septembre 2019 et le programme de revue devrait être conduit en décembre 2019.

Le département de la supervision a finalisé en mars 2018 la compilation des indicateurs de solidité financière (ISF) sur la période 2012-2017 selon les exigences du FMI. Ces données produites trimestriellement et publiées 45 jours après la fin de chaque trimestre sont désormais publiées sur le site du FMI depuis fin avril 2018. Les ISF permettent de disposer de données susceptibles de faciliter la surveillance nationale et internationale du système financier et de promouvoir la comparabilité de ces données entre pays.

#### - Développement du secteur financier

Avec l'appui de la Banque mondiale, la Banque Centrale de Djibouti a poursuivi la mise en œuvre de projets de développement de la place financière pour la rendre plus moderne, accessible au public et plus attractive aux investisseurs étrangers.

Les autorités ont récemment initié la mise en place d'un fonds de garantie partielle pour les financements des PME/PMI destiné à renforcer l'accès aux crédits. Un décret portant création de ce mécanisme de garantie a été adopté, la nomination du Directeur-général a été entérinée par les pouvoirs publics et les ressources nécessaires au démarrage de ce fonds de garantie (capital social de 200 millions FDJ et fonds opérationnel de 300 millions FDJ) ont été débloquées sur les ressources de l'Etat.

Une nouvelle loi spécifique à l'introduction du Crédit-bail a été adoptée par les autorités djiboutiennes en 2017. Des travaux de vulgarisation de ces textes ont été organisés pour les PME/PMI, les banques et les institutions de microfinance avec l'appui du département de la supervision. Des réglementations spécifiques en matière de leasing ainsi que la formation des PME et des acteurs clés du leasing vont être prochainement préparées avec l'appui de la SFI (IFC Africa Leasing Facility II).

#### - Principaux défis

Le secteur financier subit ces derniers temps des difficultés importantes liées au problème de correspondants bancaires. Les opérations bancaires sur la place de Djibouti sont particulièrement affectées par ce nouveau contexte malgré les efforts entrepris par les autorités djiboutiennes pour renforcer le dispositif de lutte contre le blanchement des capitaux et la lutte contre le terrorisme : adoption de nouveaux textes réglementaires, adhésion au MOANGAFI, renforcement des capacités des acteurs clés, coopération nationale et internationale, etc.

Un autre défi reste la bancarisation financière de la population à travers une politique d'inclusion financière et l'amélioration de l'accès aux crédits. Malgré les progrès réalisés depuis 2009 avec un accroissement du taux de bancarisation des agents de l'Etat et des employés salariés (25%), les niveaux atteints en termes d'accès aux services bancaires demeurent relativement bas.

Le renforcement des capacités de la supervision demeure un défi majeur compte tenu de l'élargissement de la place financière, de la complexification des produits financiers et des risques inhérents à la profession. Des efforts continus en matière de recrutement de cadres supplémentaires et de formation de ces derniers aux outils de détection et de résolution des risques bancaires sont programmés par la Banque Centrale de Djibouti.

L'acquisition prochaine d'un outil d'aide à la décision comme le BSA (Banking Supervision Application) développé par la Banque centrale du Mozambique et utilisé par 18 banques centrales de l'Afrique australe et Orientale, contribuera à automatiser la gestion et le contrôle des données périodiques reçues des institutions financières et dégager des ressources supplémentaires pour les besoins des missions de contrôle sur place.

## **IX- LE SERVICE DES ETUDES**

Dans le cadre de sa mission, le Service des Etudes est chargé d'assurer les attributions suivantes :

- Elaboration et publication du rapport annuel de la BCD ;
- Elaboration et publication des bulletins mensuel et trimestriel ;
- Suivi de l'actualité économique nationale et internationale à travers la publication de notes de conjoncture ;
- Assister la Direction sur les dossiers relatifs aux Etudes et Projets ;

- Participation à l'élaboration et/ou au renforcement de la réglementation du secteur financier ;
- Collecte et analyse des principales données macroéconomiques ;
- Elaboration et publication d'études économiques périodiques ;
- Collecte des données des établissements publics ;
- Suivi des agrégats budgétaires et du TOF ;
- Suivi et collecte des données des grands projets et des différents bailleurs (FMI, BM, BAD, BID, etc.) ;
- Suivi des étudiants stagiaires ;
- Chargé de la communication de la BCD et des moyens d'informations.

Au cours de l'année 2018, le Service des Etudes a réalisé les activités suivantes :

- ~ La rédaction et la publication du Rapport annuel 2018 de la Banque Centrale en y apportant des améliorations substantielles, tant sur la forme que sur le contenu ;
  - ~ La mise à jour et l'alimentation en données du site web de la Banque Centrale ;
  - ~ La participation à diverses réunions techniques et thématiques d'ordre économique et financière, notamment aux réunions avec le FMI au titre des missions de revue Article IV.
- Dans ce cadre, le Responsable du service a contribué aux travaux du Comité de Cadrage, chargé de la révision et la mise à jour des données macroéconomiques nationales ;
- Dans ses fonctions, le Service des Etudes assiste le Cabinet du Gouverneur dans la rédaction des courriers, la préparation des discours et toute autre tâche qui lui est confiée concernant les questions économiques et financières ;
  - L'orientation et l'encadrement des étudiants stagiaires à la Banque Centrale.

Malgré ses efforts, le Service des Etudes n'a pas encore pleinement exprimé son potentiel à la hauteur de ses missions et de son caractère transversal. Ce Service n'est actuellement composé que d'un seul cadre, en l'occurrence le responsable du Service.

## **X- ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET DE MODERNISATION DU SYSTEME NATIONAL DE PAIEMENT**

Dans le cadre de la modernisation des infrastructures et de l'architecture financières nationale menée par la Banque Centrale, a été initié le projet de modernisation du Système National de Paiement (SNP) avec le soutien de la Banque Mondiale.

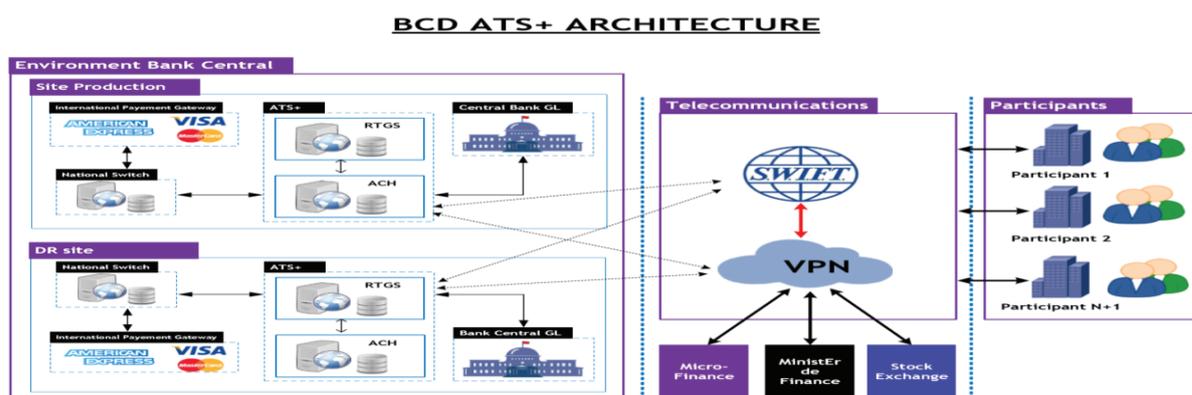
### **➤ Objectifs du projet**

- Mettre en œuvre des procédures de règlement et de compensation interbancaires de pointe et éliminer les risques ;
- Améliorer les fonctionnalités et les informations pour les banques ;
- Réduire les coûts et les risques dans le système de paiement tout en le modernisant et permettre de nouvelles opportunités commerciales pour les banques ;
- Mettre en œuvre le système de transfert automatisé (ATS+) pour faciliter les paiements individuels de grande valeur (ATS), les paiements en vrac (ACH) et les paiements de faible valeur ;
- Dématérialiser les chèques et automatiser la compensation ;

La BCD a souhaité se doter d'une solution moderne intégrée en mesure d'assurer la compensation et le règlement de tous les types d'instruments électroniques à travers un seul système conceptuel. L'ATS+ permettra la présentation, le traitement et le règlement des paiements interbancaires.

### ➤ Les Composantes du système ATS+

- **Fonction de règlement brut en temps réel (RBTR)** pour les paiements de valeur élevée et à délais de règlement critique.
- **Fonction de chambre de compensation automatisée (CCA)** avec des dispositifs de compensation pour toute une gamme d'instruments de paiements de faible montant.
- **Fonction de transferts de fonds instantané (TFI)** qui permet le transfert instantané de virements au détail du payeur au bénéficiaire :



### ➤ Le Plan du projet ATS+

- **Etapes clés : (Fournisseur de l'ATS+/ BCD / Participants)**
  - Démarrage du projet & Etude Initiale,
  - Acquisition de matériels,
  - Développement de logiciels,
  - Création des Documentations (Systèmes, Formations, scripts cahier de recette..),
  - Formations & Recettes du système,
  - Mise en pilote opérationnel,
  - Fermeture du projet.
- **En parallèle: (BCD / Participants / Consultant-expert)**
  - Préparation des documentations commerciales, organisationnelles et techniques du projet ATS+,
  - Mise en place des réglementations de l'utilisation de l'ATS+,
  - Mise en place du cadre juridique qui accompagnera la mise en œuvre de l'ATS+,
  - Normalisation des effets de comptes bancaires, des chèques,
  - Education et programmes marketing de la banque et des participants pour accompagner le projet et sa mise en œuvre.

### ➤ **Développements récents du projet**

Préalablement à la mise en œuvre du projet du Système national de Paiement, la BCD a réalisé de bonnes avancées à travers l'adoption de la loi n°118/AN /16/ 7èmeL portant création d'un système national de paiement, suivie de l'instruction 2017/01 relative à la monnaie électronique, et l'élaboration d'une stratégie nationale en matière de SNP.

Concernant la mise en œuvre du projet, plusieurs étapes se sont succédé comme suit :

- Le consultant international a été recruté, par l'entremise de l'ANPI et le contrat a été signé en janvier 2018.
- L'expert a effectué sa première mission à Djibouti courant mars 2018. A l'issue de cette mission, l'expert a livré début avril les éléments suivants : i) termes de références et organigramme de la structure en charge du SNP ; ii) plan d'actions pour la mise en œuvre du projet ; iii) cahier des charges pour l'acquisition de l'ATS ; iv) cahier des charges pour la connexion interbancaire et la réhabilitation du Data Center de la BCD.
- Le lancement de l'appel d'offres restreint pour l'acquisition de l'ATS.
- En novembre 2018, il a été procédé à la négociation du contrat avec le fournisseur retenu, à savoir la société américaine MONTRAN.
- Concernant la mise en œuvre de l'interconnexion, il sera procédé au lancement d'un appel d'offre sur liste ouverte portant sur deux lots dans un même dossier d'appel d'offre présenté comme suit :
  - Un premier lot : la construction d'un réseau interbancaire dédié,
  - Un deuxième lot : la réhabilitation et le réaménagement de la Salle serveur de la BCD.
- La tenue d'une réunion de travail, le 04 décembre 2018, avec les responsables opérationnels des banques de la place. Cette réunion de travail portait sur la normalisation des instruments de paiement (chèques, coordonnées bancaires, virements, effets de commerce).

### ➤ **Prochaines étapes du projet**

- Mise sur pied du Conseil national des systèmes de paiement pour assurer la collaboration efficace entre les parties prenantes au marché et entre les autorités réglementaires et les participants au marché.
- La mise en place des textes réglementaires régissant le fonctionnement et la surveillance du Système National de Paiements.
- L'organisation des ateliers sur les travaux de normalisation préalable à la mise en place de l'ATS+.



# ANNEXES

## Annexe I - Tableau des opérations financières de l'Etat, 2014-2018

*En millions FDJ*

Rubriques	2014	2015	2016	2017	2018	Var. 2018/17
<b>PIB nominal</b>	<b>281 409</b>	<b>308 278</b>	<b>336 649</b>	<b>371 021</b>	<b>408 902</b>	<b>10,2%</b>
<b>Recettes et Dons</b>	<b>87 325</b>	<b>113 740</b>	<b>112 810</b>	<b>116 138</b>	<b>123 930</b>	<b>6,7%</b>
<b>Recettes intérieures</b>	<b>74 126</b>	<b>94 753</b>	<b>105 231</b>	<b>107 212</b>	<b>106 311</b>	<b>-0,8%</b>
<i>Recettes fiscales</i>	<i>56 558</i>	<i>61 658</i>	<i>64 894</i>	<i>66 209</i>	<i>69 004</i>	<i>4,2%</i>
- Impôts directs	22 941	26 724	27 761	27 418	28 779	5,0%
- Impôts indirects	26 485	31 158	32 320	34 805	36 621	5,2%
- Autres impôts	7 132	3 775	4 813	3 986	3 604	-9,6%
<i>Recettes non fiscales</i>	<i>17 568</i>	<i>33 095</i>	<i>40 336</i>	<i>41 003</i>	<i>37 307</i>	<i>-9,0%</i>
<b>Dons</b>	<b>13 199</b>	<b>18 988</b>	<b>7 579</b>	<b>8 927</b>	<b>17 619</b>	<b>97,4%</b>
Projets	9 521	9 157	6 183	5 026	13 449	167,6%
Budget	3 678	9 831	1 396	3 901	4 170	6,9%
Ratio Recettes budg/PIB	26,3%	30,7%	31,2%	28,9%	26,0%	
<b>Dépenses</b>	<b>97 222</b>	<b>115 240</b>	<b>119 781</b>	<b>117 172</b>	<b>134 200</b>	<b>14,5%</b>
<b>Dépenses courantes</b>	<b>64 566</b>	<b>70 685</b>	<b>83 013</b>	<b>87 024</b>	<b>91 841</b>	<b>5,5%</b>
Salaires	26 432	27 748	31 073	33 579	35 504	5,7%
Matériels	20 246	22 999	29 983	29 775	29 975	0,7%
Maintenance	1 456	1 320	1 404	1 525	1 614	5,8%
Transferts	14 084	15 514	16 122	16 562	17 544	5,9%
Intérêts	892	1 747	3 807	5 200	6 467	24,4%
Dépenses courantes sur finance Extér.	1 456	1 357	623	383	738	92,7%
<b>Investissements</b>	<b>32 656</b>	<b>44 555</b>	<b>36 768</b>	<b>30 147</b>	<b>42 359</b>	<b>40,5%</b>
Budgétaires	19 368	30 704	22 173	18 225	17 243	-5,4%
Extérieur	13 288	13 851	14 595	11 922	25 116	110,7%
<b>Solde global (base ordon. dons inclus)</b>	<b>-9 897</b>	<b>-1 500</b>	<b>-6 972</b>	<b>-1 033</b>	<b>-10 270</b>	<b>894,2%</b>
<b>Solde global (en % du PIB)</b>	<b>-3,5%</b>	<b>-0,5%</b>	<b>-2,1%</b>	<b>-0,3%</b>	<b>-2,5%</b>	
<b>Variations des arriérés (signe - en positif)</b>	<b>-1 546</b>	<b>-1 698</b>	<b>-1 650</b>	<b>-363</b>	<b>1 993</b>	<b>449,0%</b>
<b>Solde global, (base caisse)</b>	<b>-11 443</b>	<b>-3 198</b>	<b>-8 622</b>	<b>-1 396</b>	<b>-8 277</b>	<b>492,9%</b>
<b>Solde global base caisse (en % du PIB)</b>	<b>-4,1%</b>	<b>-1,0%</b>	<b>-2,6%</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-2,0%</b>	
<b>Financement</b>	<b>11 312</b>	<b>2 716</b>	<b>4 648</b>	<b>1 467</b>	<b>9 147</b>	<b>523,5%</b>
Intérieur	10 524	193	-1 885	-2 602	511	-80,4%
bancaire	-3 024	318	-1 760	-2 477	636	-74,3%
Non-bancaire	13 548	-125	-125	-125	-125	0%
Extérieur	788	2 523	6 533	4 069	8 636	112,2%
<b>Déficit Résiduel</b>	<b>-131</b>	<b>-482</b>	<b>-3 974</b>	<b>71</b>	<b>870</b>	<b>1125,3%</b>

Source : Ministère du Budget

## Annexe II – Structure et composantes de la masse monétaire, 2016-2018

### 2-1 Composantes de la masse monétaire

*En millions FDJ*

Composantes	2016	2017	2018	Var18/17
A) Monnaie fiduciaire	32.918	35.542	36.626	3,0%
B) Dépôts à vue en FDJ	117.193	116.270	132.860	14,3%
. Banques	112.273	116.270	132.860	14,3%
. Trésor	4.920	-	-	-
<b>M1 = A+B</b>	<b>150.111</b>	<b>151.812</b>	<b>169.486</b>	<b>11,6%</b>
C) Autres dépôts à vue FDJ	13.022	12.919	14.762	14,3%
<b>M2 = M1+C</b>	<b>163.133</b>	<b>164.731</b>	<b>184.248</b>	<b>11,8%</b>
D) Dépôts à terme en FDJ	22.414	33.975	34.060	0,3%
E) Dépôts en devises	123.258	171.858	131.571	-23,4%
<b>M3 ou Masse monétaire</b>	<b>308.805</b>	<b>370.564</b>	<b>349.879</b>	<b>-5,6%</b>

Source : BCD

### 2-2 Structure de la masse monétaire

*En pourcentage*

Composantes	2016	2017	2018	Var. 2018/17
Monnaie fiduciaire	10,7	9,6	10,5	0,9
Dépôts à vue en FDJ	38	31,4	38,0	6,6
<b>M1</b>	<b>48,7</b>	<b>41</b>	<b>48,4</b>	<b>7,4</b>
Autres dépôts à vue en FDJ	4,2	3,5	4,2	0,7
<b>M2</b>	<b>52,9</b>	<b>44,4</b>	<b>52,7</b>	<b>8,3</b>
Dépôts à terme en FDJ	7,2	9,2	9,7	0,5
Dépôts en devises	39,9	46,4	37,6	-8,8
<b>M3</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100,0</b>	<b>-</b>

Source : BCD

## Annexe III - Contreparties de la masse monétaire, 2016-2018

### 3-1 Contreparties de la masse monétaire

*En millions FDJ*

Composantes	2016	2017	2018	Var. 2018/17
A) Avoirs extérieurs nets	236.231	297.956	273.800	-8,1%
B) Créances sur l'Etat	8.713	8.994	3.572	-60,3%
C) Crédits à l'économie	101.415	113.493	127.228	12,1%
<b>Total des contreparties (A+B+C)</b>	<b>346.359</b>	<b>420.443</b>	<b>404.600</b>	<b>-3,8%</b>
Solde des autres postes nets	-37.554	-49.879	-54.722	9,7%

Source : BCD

### 3-2 Structure des contreparties

*En pourcentage*

Composantes	2016	2017	2018	Var. 2018/17
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	<b>76,50</b>	<b>80,4</b>	<b>78,26</b>	<b>-2,14</b>
<b>Crédits intérieurs</b>	<b>35,60</b>	<b>33,1</b>	<b>29,1</b>	<b>-4,03</b>
- Créances sur l'Etat	2,80	2,4	1,0	-1,38
- Crédits à l'économie	32,80	30,6	36,4	5,76
<b>Autres postes nets</b>	<b>-12,10</b>	<b>-13,5</b>	<b>-15,6</b>	<b>-2,14</b>

Source : BCD

## Annexe IV – Evolution de la rémunération des dépôts, 2017-2018

Catégorie des intérêts créditeurs				
<i>En pourcentage</i>				
Composantes	2017		2018	
	Minima	Maxima	Minima	Maxima
<b>1. Particuliers</b>				
Comptes sur livrets	0,04	1,50	0,04	1,50
Comptes à terme	0,48	3,50	0,68	3,00
Bons de caisse	0,35	1,15	0,50	1,15
<b>2. Entreprises</b>				
Comptes sur livrets	-	1,50	-	1,50
Comptes à terme	0,35	3,50	0,85	3,00
Bons de caisse	0,35	1,15	0,63	1,15

Source : BCD

## Annexe V – Taux moyens des crédits, 2017-2018

<b>Taux moyens des crédits</b>				
<i>En pourcentage</i>				
<b>Composantes</b>	<b>2017</b>		<b>2018</b>	
	<b>Minima</b>	<b>Maxima</b>	<b>Minima</b>	<b>Maxima</b>
<b>1. Particuliers</b>				
Découverts	10,00	16,52	8,50	16,52
Personnels	7,03	11,44	6,21	12,50
Crédits immobiliers	6,65	10,00	6,50	9,00
<b>2. Entreprises/entrepreneurs privés</b>				
<b>Escompte</b>				
< 10 millions FDJ	11,00	17,00	11,00	17,00
<b>Découverts</b>				
< 10 millions FDJ	6,47	16,00	7,73	16,00
de 10 à 50 millions FDJ	1,88	16,00	2,11	16,00
de 50 à 200 millions FDJ	2,19	16,00	1,48	16,00
> 200 millions FDJ	1,07	16,00	2,03	16,00
<b>Autres crédits à court terme</b>				
< 10 millions FDJ	8,00	13,00	7,30	13,00
de 10 à 50 millions FDJ	8,00	13,00	6,83	13,00
de 50 à 200 millions FDJ	8,00	13,00	10,00	13,00
> 200 millions FDJ	4,85	13,00	4,85	13,00
<b>Moyen et long terme</b>				
< 10 millions FDJ	8,00	15,00	7,33	15,00
de 10 à 50 millions FDJ	8,00	15,00	7,40	15,00
de 50 à 200 millions FDJ	7,57	15,00	7,62	15,00
> 200 millions FDJ	6,16	15,00	6,10	15,00

Source : BCD

**Annexe VI - Balance des paiements de Djibouti, 2017-2018**

*En millions FDJ*

	2017			2018		
	Crédits	Débits	Soldes	Crédits	Débits	Soldes
<b>Compte courant</b>	<b>760 968</b>	<b>778 472</b>	<b>-17 504</b>	<b>841 975</b>	<b>763 775</b>	<b>78 200</b>
						<b>0</b>
<b>Biens</b>	<b>561 954</b>	<b>635 468</b>	<b>-73 514</b>	<b>625 779</b>	<b>640 289</b>	<b>-14 510</b>
<b>Services</b>	<b>160 912</b>	<b>129 803</b>	<b>31 109</b>	<b>172 980</b>	<b>104 175</b>	<b>68 805</b>
Transports	95540	110332	-14 792	98726	88549	10 177
Voyages	6435	4945	1 490	10124	3969	6 155
Services de communication	16988	3228	13 760	18093	2591	15 502
Services d'assurances	0	4712	-4 712	0	3782	-3 782
Autres services	2111	2860	-749	2216	2295	-79
Services des adm. publiques	39838	3725	36 113	43822	2990	40 832
<b>Revenus</b>	<b>31 552</b>	<b>9 746</b>	<b>21 806</b>	<b>33 729</b>	<b>15 796</b>	<b>17 933</b>
Rémunérations des salariés	7344	0	7 344	8 503	0	8 503
Revenus d'investissements	24208	9746	14 462	25 226	15796	9 430
Investissements directs		1480	-1 480	8	3199	-3 191
Investiss. de portefeuille						0
Autres	24208	8266	15 942	25218	12597	12 621
<b>Transferts courants</b>	<b>6550</b>	<b>3455</b>	<b>3095</b>	<b>9487</b>	<b>3515</b>	<b>5972</b>
Secteur des adm. publiques	1175	30	1145	4908	30	4878
Autres secteurs	5375	3425	1950	4579	3485	1094
<b>Compte de capital</b>	<b>4643</b>	<b>0</b>	<b>4643</b>	<b>12361</b>	<b>0</b>	<b>12361</b>
Adm. publiques	4643	0	4643	12361	0	12361
Transferts des migrants	0	0	0	0	0	0
<b>Compte d'opérations financières</b>	<b>89 129</b>	<b>28 271</b>	<b>60 858</b>	<b>73 923</b>	<b>0</b>	<b>73 923</b>
Investissements directs	29324	0	29 324	30213	0	30 213
Autres investissements	59 805	0	59 805	23 807	0	23 807
Avoirs de réserves	0	28 271	-28 271	19 903	0	19 903
<b>Erreurs et omissions</b>	<b>0</b>	<b>47 997</b>	<b>-47 997</b>	<b>0</b>	<b>164 484</b>	<b>-164 484</b>
<b>Total général</b>	<b>854 740</b>	<b>854 740</b>	<b>0</b>	<b>928 259</b>	<b>928 259</b>	<b>0</b>

Source : BCD

## Annexe VII – Position extérieure globale de Djibouti, 2018

*En millions FDJ*

Composantes	Avoirs	Engagements	Position nette
<b>Investissements directs</b>	<b>0</b>	<b>279 632</b>	<b>-279 632</b>
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Autres investissements</b>	<b>237645</b>	<b>418 360</b>	<b>-180 715</b>
- Crédits commerciaux	0	0	0
- Prêts	2 345	380 259	-377 914
* Autorités monétaires	0	3 431	-3 431
* Administrations publiques	0	116 062	-116 062
* Banques	2 345	500	1 845
* Autres	0	260 266	-260 266
- Monnaie fiduciaire et dépôts	235 300	38 101	197 199
* Autorités monétaires	0	168	-168
* Administrations publiques	0	0	0
* Banques	235 300	37 933	197 367
* Autres	0	0	0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>78 956</b>	<b>0</b>	<b>78 956</b>
- Or monétaire	0	0	0
- Droits de tirages spéciaux	236	0	236
- Position de réserve du F.M.I.	1 293	0	1 293
- Devises	77 427	0	77 427
<b>Position nette</b>	<b>316 601</b>	<b>697 992</b>	<b>-381 391</b>

Source : BCD

**Annexe VIII– Bilans résumés et comparés de la BCD, 2017-2018**

*En millions FDJ*

	<b>2017</b>	<b>2018</b>
<b>Actif</b>		
Créances sur l’Etranger	105.643	85.847
Créances sur les Banques	2.253	1.530
Créances sur l’Etat	3.975	2.782
Autres créances	381	159
Immobilisations	609	577
<b>Total de l’actif</b>	<b>112.861</b>	<b>90.895</b>
<b>Comptes Hors-bilan débit</b>		
	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>
<b>Passif</b>		
Emissions (billets et pièces)	40.858	41.552
Engagements extérieurs	14.572	13.121
Fonds de réserve	3	3
Comptes créditeurs Organismes Internationaux	17	168
Comptes créditeurs de l’Etat	8.974	5.197
Comptes créditeurs des Banques	45.103	26.507
Autres Passifs	455	520
Capital, réserves et Résultat en instance d’approbation	2.878	3.827
<b>Total du passif</b>	<b>112.861</b>	<b>90.895</b>
<b>Comptes Hors-bilan crédit</b>		
	<b>2.729</b>	<b>2.729</b>

Source : BCD

## Annexe IX –Comptes de résultat résumés et comparés de la BCD, 2017-2018

*En millions FDJ*

	2017	2018
<b>Produits d'exploitation</b>		
Produits financiers	793	1.515
Bénéfice de change	251	342
Autres produits	71	86
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>1.115</b>	<b>1.943</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Dépenses d'administration	(885)	(588)
Frais financiers	(20)	(38)
Perte de change	(176)	-
Dotations aux amortissements	(35)	(51)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(1.116)</b>	<b>(677)</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(1)</b>	<b>1.266</b>
Résultat exceptionnel	11	11
Résultat sur exercices antérieurs	7	(13)
<b>Impôt sur le bénéfice</b>	<b>(4)</b>	<b>(316)</b>
<b>Résultat après impôt</b>	<b>13</b>	<b>948</b>
Affectation au Fonds de Stabilisation de Change	-	303
Affectation Réserve légale	-	
<b>RESULTAT NET</b>	<b>13</b>	<b>645</b>

Source : BCD

## Annexe X : Note méthodologique de la balance des paiements

### I- Définition

La balance des paiements est un document statistique qui rassemble et ordonne, dans un cadre défini, toutes les transactions économiques et financières entre les résidents d'une économie avec le reste du monde au cours d'une période donnée. Une transaction se définit comme un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique. C'est pourquoi, les rubriques (ou comptes) de la balance des paiements sont toujours présentes en termes de flux et non pas de stocks.

### II- Objectif

La balance des paiements permet d'évaluer l'insertion du pays dans son environnement extérieur, d'identifier l'apparition de déséquilibres, de comprendre comment ces déséquilibres sont financés par le reste du monde (lorsque les sorties de capitaux sont supérieures aux entrées de capitaux) ou placés auprès du reste du monde (quand les sorties de capitaux sont inférieures aux entrées de capitaux). La balance des paiements constitue en outre un élément essentiel de la statistique nationale. Plusieurs éléments tirés de la balance des paiements contribuent à l'élaboration des agrégats nationaux (exportations et importations dans le PIB, compte des transactions courantes dans le revenu national, évolution des avoirs et engagements internationaux de la république de Djibouti (RDD) dans le compte financier).

### III- Organisation institutionnelle

L'article 8 de la Loi n°118/AN/11/6<sup>ème</sup> L portant modifications des statuts de la Banque Centrale (BCD) confie l'élaboration de la balance des paiements de la RDD à la BCD et prévoit que celle-ci peut entrer directement en relation avec les administrations et services publics, les entreprises publiques et privées, et toute personne physique ou morale exerçant une activité en RDD pour se faire communiquer tous documents et renseignements qui lui sont nécessaires.

Au plan opérationnel, l'élaboration de la balance des paiements est assurée par le Service des Relations Extérieures de la BCD. Les statistiques de la balance des paiements sont diffusées sur une base annuelle sur le site web de la BCD ([www.banque-centrale.dj/rubriques/23](http://www.banque-centrale.dj/rubriques/23)) et aux organismes internationaux, notamment le FMI, le COMESA et l'OMC.

### IV- Règles d'établissement

#### A- Principe de double écriture

La balance des paiements obéit aux principales règles de la comptabilité générale, et notamment à la règle de la partie double, suivant laquelle chaque opération donne lieu en principe à deux inscriptions :

- la première traduit sa nature économique ou financière ;
- la deuxième, son mode de règlement.

#### B- Convention de signe

Contrairement à la comptabilité nationale dans laquelle les échanges entre la RDD et l'extérieur sont présentés du point de vue du « reste du monde », la balance des paiements est présentée du point de vue de la « Nation ».

Par convention, un chiffre positif (crédit) correspond à une exportation ou à une recette lorsqu'il se rapporte à une opération réelle, c'est-à-dire des échanges de biens, de services et des paiements de revenus. Dans le compte financier, un chiffre positif (crédit) représente une diminution des avoirs ou une augmentation des engagements, qu'ils soient financiers ou monétaires. Un chiffre négatif (débit) représente l'inverse. Ces inscriptions ne sont pas toujours simultanées, des décalages entre elles pouvant se produire. Il en résulte donc, un déséquilibre entre les crédits et les débits enregistrés sur une période donnée qui alimente le poste « Erreurs et omissions ». Un chiffre négatif (débit) représente une importation ou une dépense.



Ernst & Young  
5, avenue Marchand  
01 BP 2715 Abidjan 01  
Côte d'Ivoire

Tel. : +225 20 30 60 50 / 20 21 11 15  
Fax. : +225 20 21 12 59  
E-mail: eyci@ci.ey.com  
www.ey.com/afrique\_francophone

COPIE

Banque Centrale de Djibouti  
BCD  
BP 2118  
Djibouti

Abidjan, le 16 juillet 2019

Rapport d'audit sur les états financiers annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

#### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la Banque Centrale de Djibouti (BCD), comprenant le bilan au 31 décembre 2018, le hors-bilan, le compte de résultat au 31 décembre 2018, ainsi que les notes annexes contenant un résumé des principales méthodes comptables.

A notre avis, les états financiers annuels donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque Centrale au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, qui sont décrites en annexe.

#### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de l'Institution conformément au Code de déontologie des professionnels comptables publié par l'International Ethics Standards Board for Accountants (Code de l'IESBA), et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

S.A avec CA et PDG  
au capital de FCFA 12 000 000  
R.C. CM Abidjan 7118  
Société d'expertise comptable inscrite à l'ordre  
des experts-comptables de Côte d'Ivoire  
A member firm of Ernst & Young Global Limited

## Responsabilités du Gouverneur, du Conseil d'Administration et du Comité d'Audit de la Banque Centrale relatives aux états financiers annuels

Les états financiers annuels sont établis par le Gouverneur de la Banque et approuvés par le Conseil d'Administration.

Le Gouverneur de la Banque est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers annuels conformément aux règles et méthodes comptables édictées par le plan comptable de la Banque Centrale de Djibouti, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers annuels, il incombe au Gouverneur de la Banque d'évaluer la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf s'il y a une intention de mettre la Banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration et au Comité d'Audit de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque Centrale de Djibouti.

## Responsabilités de l'Auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes « ISA » et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque Centrale à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la société à cesser son exploitation ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers annuels, y compris les informations fournies dans les états financiers annuels, et apprécions si les états financiers annuels reflètent les opérations et événements les sous-jacents d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constatations importantes, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevée lors de notre audit.

Nous fournissons également aux personnes constituant le gouvernement d'entreprise une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles d'éthique pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que, le cas échéant, les mesures de sauvegarde appliquées.

Ernst & Young, S.A.



Arielle-Inès Séri Bamba  
Expert-Comptable Diplômée  
Associée





**BANQUE CENTRALE DE DJIBOUTI**  
**البنك المركزي الجيبوتي**

---

B.P. 2118 - Djibouti, République de Djibouti  
Tél.: (253) 21 35 27 51 - Fax: (253) 21 35 12 09 / 21 35 62 88,  
E.mail: [bndj@intnet.dj](mailto:bndj@intnet.dj) - [www.banque-centrale.dj](http://www.banque-centrale.dj)

---